



Présidence slovène du Conseil de l'Union européenne

du 1er juillet au 31 décembre 2021



Programme de la présidence slovène du Conseil de l'Union européenne

du 1er juillet au 31 décembre 2021

Table des matières

PRIORITÉS DE LA PRÉSIDENTE SLOVÈNE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

| | |
|--|----------|
| | 1 |
| INTRODUCTION | 2 |
| PRIORITÉS | 3 |
| 1. RÉSILIENCE ET REPRISE DE L'UNION EUROPÉENNE, UNE UNION STRATÉGIQUEMENT AUTONOME | 4 |
| Résilience | 4 |
| Autonomie stratégique | 5 |
| Reprise | 6 |
| 2. CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE | 11 |
| 3. UNE UNION QUI PROMeut LE MODE DE VIE EUROPÉEN, L'ÉTAT DE DROIT ET DES CRITÈRES ÉGAUX POUR TOUS | 13 |
| 4. UNE UNION EUROPÉENNE CRÉDIBLE ET SÛRE, CAPABLE D'ASSURER LA SÉCURITÉ ET LA STABILITÉ DANS SON VOISINAGE | 16 |

PROGRAMME SEMESTRIEL DE LA PRÉSIDENTE SLOVÈNE

DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE PAR FORMATION DU CONSEIL DE L'UE

| | |
|---|-----------|
| | 19 |
| AFFAIRES GÉNÉRALES | 20 |
| Politique de cohésion | 21 |
| AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES | 22 |
| JUSTICE ET AFFAIRES INTÉRIEURES | 23 |
| Affaires intérieures | 23 |
| Justice | 24 |
| ENVIRONNEMENT | 25 |
| TRANSPORTS, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET ÉNERGIE | 26 |
| Télécommunications | 26 |
| Énergie | 27 |
| Transports | 27 |

| | |
|--|----|
| COMPÉTITIVITÉ | 29 |
| Marché intérieur et industrie | 29 |
| Recherche et espace | 31 |
| SANTÉ, EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES | 32 |
| Santé | 32 |
| Emploi, affaires sociales et égalité des chances | 33 |
| AGRICULTURE ET PÊCHE | 34 |
| ÉDUCATION, JEUNESSE, CULTURE ET SPORT | 36 |
| Éducation | 36 |
| Jeunesse | 36 |
| Culture | 37 |
| Sport | 37 |
| RELATIONS EXTÉRIEURES | 38 |
| Affaires étrangères | 38 |
| Défense | 39 |
| Commerce extérieur | 39 |
| Aide humanitaire et développement | 40 |

**PRIORITÉS DE
LA PRÉSIDENTE SLOVÈNE
DU CONSEIL
DE L'UNION EUROPÉENNE**

INTRODUCTION

L'Union européenne est le cadre économique, juridique et politique central de la coopération pour la plupart des États européens. Elle fournit le cadre et les dispositifs pour relever les défis communs, soit lorsqu'ils sont trop importants pour qu'un État puisse les relever seul, soit lorsque la recherche de solutions communes est plus économique ou plus sûre. En tant qu'institution, l'UE a pu établir progressivement les mécanismes de coopération existants parce qu'elle réunit des États et des peuples qui appartiennent à la même civilisation européenne. C'est pourquoi l'UE est tout d'abord un processus institutionnalisé caractérisé par des valeurs, une civilisation et un espace de paix, sur lequel se fonde une union économique, politique et (en partie) monétaire. Ce processus vise à assurer une Europe entière, libre, sûre et en paix avec elle-même, un objectif qui n'est pas encore atteint.

Les avantages résultant du processus d'intégration européenne ne vont pas de soi et ne sont pas éternels. Cela est particulièrement vrai au vu des changements engendrés par la pandémie de Covid-19, qui a mis l'UE face à de nouveaux défis. D'une part, ils ont révélé notre manque de préparation commune face à cette menace, et d'autre part, ils ont montré les voies possibles d'une lutte commune opportune et efficace contre les épidémies à venir. Il est devenu plus clair que jamais que l'existence et le développement de l'UE dépendent avant tout de sa capacité à ne pas oublier ses valeurs fondamentales et à répondre de manière opportune et efficace, en particulier, aux menaces et aux problèmes symétriques, et, à cette fin, à élaborer ou actualiser dans les meilleurs délais les instruments nécessaires.



si2021.eu

Skupaj. Odporna. Evropa.
Ensemble. Résiliente. Europe.

PRIORITÉS

La Slovénie prend le relais de la présidence du Conseil de l'UE pour la deuxième fois. Elle complètera le travail du trio présidentiel dont elle fait partie avec l'Allemagne et le Portugal, et ouvrira la voie au prochain trio à travers ses initiatives et ses activités. Dans le cadre de la présidence slovène se déroulera la partie centrale des discussions au sein de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. La Slovénie a élaboré les priorités pour le second semestre de l'année 2021 (dans le cadre du nouveau programme stratégique 2019-2024) qui raffermiront l'existence de l'Union et son essor.

1. **Résilience et reprise de l'Union européenne. Une Union stratégiquement autonome.**

Élaborer ou développer des plans et des instruments pour la résilience de l'Union face aux pandémies et aux cyberattaques violentes. Une reprise de l'Union européenne après la pandémie, fondée sur la transition numérique, écologique et juste.

3. **Une Union qui promeut le mode de vie européen, l'État de droit et des critères égaux pour tous.**

Une Union qui promeut un juste équilibre des droits et des responsabilités et un haut niveau de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris le droit à la liberté d'expression.

2. **Conférence sur l'avenir de l'Europe.**

Organisation de nombreuses discussions ouvertes à tous ceux qui souhaitent contribuer avec leurs propositions pour façonner un avenir européen commun.

4. **Une Union européenne crédible et sûre. Une Union capable d'assurer la sécurité et la stabilité dans son voisinage.**

Une Union qui promeut la coopération dans le cadre de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Une Union qui s'engage activement pour atteindre son objectif stratégique : une Europe entière, libre et en paix avec elle-même et avec les autres continents. Une Union qui protège ses frontières extérieures et établit une claire distinction entre la migration légale et illégale.

1. RÉSILIENCE ET REPRISE DE L'UNION EUROPÉENNE, UNE UNION STRATÉGIQUEMENT AUTONOME

Résilience

La priorité fondamentale de la Slovénie en tant que pays assurant la présidence du Conseil de l'UE sera de **contribuer à la construction d'une Union plus forte et plus résiliente**. À cette fin, nous nous concentrerons sur l'amélioration de la **capacité de l'UE à anticiper et à gérer plus efficacement diverses situations de crise** qui, en raison de leur nature ou de leur ampleur, dépassent la capacité de chaque État membre ou ont des effets transfrontaliers importants. Au cours de la présidence, nous nous concentrerons donc sur le **renforcement de notre capacité à faire face avec succès aux pandémies** et aux diverses formes de risques et de menaces de sécurité de plus en plus complexes dans nos sociétés contemporaines, telles que les **cyberattaques à grande échelle**. Nos efforts viseront également à **réduire la dépendance vis-à-vis des acteurs extérieurs**.

Nous procéderons à un **examen approfondi de l'expérience acquise lors de la crise de la Covid-19**, qui comprendra un regard stratégique sur l'avenir. Cet examen se concentrera également sur les aspects des effets transfrontaliers des mesures visant à prévenir la propagation du virus sur certains domaines clés de l'action de l'UE, tels que le marché intérieur, en vue de réduire les effets négatifs de ces mesures et de maintenir son intégrité grâce à une approche coordonnée. Nous prêterons attention au **renforcement de la capacité, de la durabilité et de la résilience des systèmes de santé** et d'autres infrastructures essentielles de l'UE et des États membres, et à l'établissement d'un **niveau plus élevé d'autosuffisance dans la fourniture et la gestion des stocks de biens et de services clés**. Afin d'améliorer la préparation face aux pandémies et de renforcer la résilience des systèmes de santé, les efforts en faveur d'une *union européenne de la santé*, au sein de laquelle nous souhaitons renforcer les missions du *Centre européen de prévention et de contrôle des mala-*

dies (ECDC) et de l'*Agence européenne des médicaments*, seront particulièrement importants, le tout en vue d'établir une base scientifique de qualité et de données sur lesquelles les États membres pourront fonder leurs décisions en cas de pandémie. De plus, nous voulons améliorer le cadre juridique de la coopération entre les États membres en cas de menaces transfrontalières graves pour la santé, y compris **élaborer des plans de préparation aux pandémies et les mécanismes de coordination**. En vue d'atteindre ses objectifs concernant le déploiement des solutions pour des systèmes de santé résilients, la Slovénie organisera une conférence de haut niveau en juillet.

Au cours de la présidence, nous nous concentrerons donc sur le renforcement de notre capacité à faire face avec succès aux pandémies et aux diverses formes de risques et de menaces de sécurité de plus en plus complexes dans nos sociétés contemporaines, telles que les cyberattaques à grande échelle.

Renforcer la résilience et déclencher une réponse efficace face aux cyberattaques et crises majeures, y compris une meilleure intégration de l'aspect cybernétique dans la réponse globale aux crises, sera également une tâche importante de la présidence slovène. Nous nous concentrerons en particulier sur le renforcement de la cyber-résilience de l'infrastructure clé et du marché unique numérique. Notre objectif est de faire des progrès décisifs dans l'examen de la proposition de *Directive concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans l'ensemble de l'Union* tout en progressant sur l'exa-

men de la *Directive sur la résilience des entités critiques*. Puisque l'Union est fortement exposée en cas de cybermenaces à l'égard de son voisinage immédiat, la Slovaquie soutiendra le renforcement des cybercapacités dans les pays des Balkans occidentaux. En marge du Forum stratégique de Bled qui aura lieu au début du mois de septembre, nous organiserons une conférence de haut niveau sur la cybersécurité à laquelle des représentants des Balkans occidentaux seront également invités.

Renforcer la résilience et déclencher une réponse efficace face aux cyberattaques et crises majeures, y compris une meilleure intégration de l'aspect cybernétique dans la réponse globale aux crises, sera également une tâche importante de la présidence slovène.

La Slovaquie s'engagera également à **renforcer et à améliorer davantage l'efficacité de la réponse de l'UE face aux différentes catastrophes naturelles et à d'autres catastrophes de grande ampleur**. Nous soutiendrons la poursuite du développement des capacités de la *réserve européenne de protection civile et des capacités de rescEU*, ainsi que l'augmentation de l'efficacité opérationnelle, y compris les capacités de transport et de logistique.

Autonomie stratégique

L'expérience de la crise de Covid-19 a clairement montré que la résilience de l'Union européenne ne peut être garantie sans aborder la question de la dépendance de l'Union vis-à-vis de certains biens essentiels. La présidence slovène souhaite donc accélérer la discussion visant à **garantir l'autonomie de l'Union européenne dans certains domaines stratégiques**, tels que **l'approvisionnement en médicaments, en vaccins et en équipements de santé**, dans le domaine de **la politique industrielle**

et de **l'énergie**, ainsi que de **l'approvisionnement alimentaire**.

Nous accorderons une attention particulière à la mise en œuvre de la *stratégie industrielle* révisée, qui comprend l'aspect du renforcement de l'autonomie stratégique et de **la souveraineté technologique de l'UE**. La présidence slovène ouvrira le débat sur les mesures qui visent à protéger le marché intérieur et les investissements stratégiques, ainsi que les ressources et les technologies, en vue de **renforcer la viabilité des chaînes de valeur européennes. De plus, la présidence slovène s'efforcera d'améliorer l'accès des entreprises européennes, y compris les petites et moyennes entreprises, aux chaînes de valeur et d'approvisionnement globales intégrées**. Nous viserons à pratiquer une politique commerciale ouverte et à renforcer les alliances et la coopération avec nos partenaires commerciaux dans le monde, tout en améliorant les outils de lutte contre les pratiques commerciales déloyales. Nous intensifierons les discussions sur la gestion du trafic spatial dans le but de garantir la sécurité et l'autonomie de l'industrie spatiale européenne. En particulier, l'objectif est surtout de garantir l'autonomie stratégique et **d'augmenter l'indépendance de l'UE en ce qui concerne les vaccins et les médicaments essentiels**. À cette fin, la présidence slovène commencera ses travaux pour établir l'*Autorité d'intervention en cas d'urgence sanitaire* (HERA). Notre objectif est de doter HERA de ses propres capacités de recherche et de développement, ainsi que de l'infrastructure appropriée au niveau européen, qui permettra la production de médicaments et de vaccins.

Dans le cadre de la discussion portant sur l'augmentation de la résilience et de l'indépendance, l'un des objectifs importants de la présidence slovène sera de **renforcer la résilience de l'infrastructure européenne**. Nous accorderons une attention particulière à l'examen de la *Directive sur la résilience des entités critiques*, afin de garantir une prestation ininterrompue de services essentiels pour la préservation des fonctions sociales et économiques fondamentales. Dans les domaines du marché unique de l'énergie et de l'infrastructure énergétique eu-

ropéenne nous examinerons en priorité le *Règlement relatif aux réseaux transeuropéens d'énergie* (RTE-E), qui est en conformité avec le *pacte vert pour l'Europe* et les objectifs de l'UE pour la décarbonation à long terme, tout en contribuant à l'intégration des secteurs et des marchés, à la sécurité de l'approvisionnement et à la concurrence, afin d'assurer une meilleure intégration et ainsi une plus grande sécurité de l'approvisionnement.

La présidence slovène souhaite donc accélérer la discussion visant à garantir l'autonomie de l'Union européenne dans certains domaines stratégiques, tels que l'approvisionnement en médicaments, en vaccins et en équipements de santé, dans le domaine de la politique industrielle et de l'énergie, ainsi que de l'approvisionnement alimentaire.

La situation d'urgence liée à la Covid-19 a rappelé l'**importance stratégique de l'approvisionnement alimentaire** dans l'UE. L'objectif de la présidence slovène sera d'affirmer le rôle essentiel et stratégique de l'agriculture, qui assure un approvisionnement alimentaire sûr, suffisant, durable et résilient conformément aux orientations stratégiques de la stratégie *De la ferme à la table*. À cette fin, l'approvisionnement alimentaire fera partie de l'**amélioration du système de la gestion des crises** dans l'UE dans le cadre de la priorité absolue visant à construire une Union plus solide et résiliente. Le rôle stratégique de l'agriculture, un meilleur échange d'informations et un mode de travail coordonné visant à assurer la sécurité alimentaire dans les situations de crise feront donc partie des sujets de la discussion relative à la *Communication de la Commission européenne sur le plan d'urgence visant à garantir l'approvisionnement et la sécurité alimentaires*, conduite par la présidence slovène.

Reprise

La reprise de l'économie européenne fondée sur la **transition écologique et numérique, compte tenu des défis démographiques**, sera la tâche principale de l'Union européenne pour la période à venir. L'objectif de la présidence slovène est de stimuler les investissements dans une double transition, notamment en fournissant des ressources importantes au sein du *cadre financier pluriannuel*, en particulier de *l'instrument de relance*, dans des programmes et des projets concrets qui aideront les États membres à relever ces défis dans le contexte de la reprise économique et de la relance sociale. La présidence vise à achever dans les meilleurs délais les procédures d'approbation des *plans nationaux pour la reprise et la résilience*.

La présidence slovène lancera le débat sur **les propositions de nouvelles ressources propres**. Leur objectif principal sera d'alléger les contraintes budgétaires des États membres et ainsi de créer un espace budgétaire pour concentrer les ressources budgétaires nationales sur la reprise économique. Nous accorderons une attention particulière à la proposition relative à une *taxe numérique* et à la *nouvelle ressource propre basée sur le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières*. Dans le but d'assurer la reprise la plus rapide et la plus durable, la présidence slovène encouragera également le débat sur **la mise en œuvre des règles fiscales de l'UE** dans une direction qui garantira un **équilibre entre le soutien efficace à la croissance économique et la stabilité à long terme des finances publiques**. Afin d'être mieux préparée aux défis futurs, la Slovaquie accordera une attention particulière au renforcement de la stabilité et de l'efficacité à long terme du système financier, qui doit être libéré **de manière durable des risques** découlant des conséquences de la pandémie.

La présidence slovène mettra tout en œuvre pour que **l'UE maintienne son rôle de chef de file dans le domaine de la transition écologique juste, au niveau mondial**. L'objectif de la lutte contre le changement climatique est clair et ambitieux : réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 par rapport à l'année de référence 1990,

et partant, les émissions nocives et la dépendance énergétique, et garantir une transition énergétique équitable, tout en préservant ou améliorant la compétitivité de l'industrie européenne. Portée par cette ambition, la Slovaquie, en tant que pays assurant la présidence du Conseil de l'UE, entamera les négociations sur le paquet d'actes législatifs intitulé « Ajustement à l'objectif 55 ». Les négociations seront menées en vue de traduire les solutions individuelles en actes juridiques **conformément aux principes de solidarité, d'équité, de rentabilité et du droit des États membres de choisir leur bouquet énergétique et leurs technologies, y compris la possibilité d'exploiter le potentiel d'une énergie nucléaire sûre**. Dans ce contexte, *une révision du système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre sera importante, ainsi que les travaux sur les propositions législatives dans le domaine des sources d'énergie renouvelables, des émissions des transports, de l'utilisation des sols et de la foresterie.*

La reprise de l'économie européenne fondée sur la transition écologique et numérique, compte tenu des défis démographiques, sera la tâche principale de l'Union européenne pour la période à venir.

Le secteur des transports est une source importante d'émissions de gaz à effet de serre. Pour cette raison, la présidence slovaquie donnera la priorité à la **mobilité durable et intelligente**, en mettant l'accent sur *le renouvellement de la réglementation des réseaux RTE-T, et le développement et l'utilisation généralisée des carburants alternatifs*. Dans ce contexte, **la promotion de l'électromobilité** utilisant l'énergie provenant de sources à faibles émissions et le déploiement des infrastructures de recharge suffisantes ainsi que la mise à disposition de véhicules sont d'une importance capitale pour la Slovaquie. Une **utilisation plus large du transport ferroviaire** présente un potentiel de réduction des

émissions supplémentaire. L'année 2021 a été déclarée *l'Année du rail* dans l'UE, et la présidence slovaquie profitera de cette occasion pour encourager les discussions et préparer des plans d'adaptation des infrastructures qui seront nécessaires. Dans le **domaine financier**, les travaux sur la *norme européenne de l'obligation verte* contribueront également à la réalisation des objectifs climatiques.

En tant que pays assurant la présidence, la Slovaquie contribuera activement au **renforcement du rôle de l'UE au niveau mondial dans la lutte active contre le changement climatique**. La présidence préparera et coordonnera un mandat de négociation ambitieux de l'UE dans le cadre de la 26^e Conférence des parties à la *Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP26 CCNUCC)* à Glasgow.

L'objectif de la lutte contre le changement climatique est clair et ambitieux : réduire les émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici 2030 par rapport à l'année de référence 1990, et partant, les émissions nocives et la dépendance énergétique, et garantir une transition énergétique équitable, tout en préservant ou améliorant la compétitivité de l'industrie européenne.

La transition écologique dépendra de la mise en œuvre de **l'économie circulaire**. L'objectif de la Slovaquie n'est pas seulement de réduire les risques environnementaux, mais aussi **de garantir l'avantage concurrentiel des entreprises de l'UE dans l'environnement international et de réduire la dépendance de l'Union envers les matières premières essentielles en utilisant des technologies vertes**. Nous poursuivrons donc, dans le domaine législatif, des négociations concernant le cadre législatif révisé pour les batteries et la ré-

glementation sur les transferts de déchets. L'*acte législatif relatif aux batteries* prévoit une meilleure exploitation du cycle de vie des batteries et relève les défis d'une utilisation accrue des batteries. La révision du *Règlement concernant les transferts de déchets* en vue de réduire l'exportation de déchets de l'UE et de faciliter les transferts de déchets à recycler au sein de l'UE contribuera à une gestion plus efficace des déchets et à une exploitation meilleure des matières premières secondaires.

Dans le domaine de l'agriculture, la présidence slovène soutiendra des solutions durables qui **intégreront de manière significative l'agriculture dans les systèmes de gestion des ressources naturelles** tout en tenant compte de la préservation des zones rurales, y compris **l'intégration de l'agriculture et du tourisme**. La Slovaquie prévoit un débat politique sur **la préparation de plans stratégiques pour la mise en œuvre de la politique agricole commune**. La présidence slovène participera activement à la conférence sur la stratégie « De la ferme à la table » qui se tiendra en octobre à l'occasion de la *Journée mondiale de l'alimentation*. Sur la base de la nouvelle *Stratégie de l'UE pour les forêts après 2020*, la Slovaquie accélérera également la discussion portant sur le traitement intégré des forêts, dans le cadre de laquelle nous soulignerons l'importance de la gestion durable des forêts.

La présidence slovène accordera une **attention particulière au débat relatif aux divers aspects de la numérisation**. Nous soutiendrons les avancées qui assureront à l'UE une **plus grande autonomie numérique** et une **réduction plus rapide de l'écart avec les leaders mondiaux**. Cela comprend **l'amélioration de la connectivité, le développement d'une infrastructure numérique sûre, efficace et résiliente, y compris la 5G, l'amélioration des compétences numériques et l'accessibilité des services publics numériques**, ainsi que **la création d'un environnement favorable au développement, aux tests et à l'utilisation de nouvelles technologies**, tout en préparant en temps opportun *les bases législatives pour le développement et l'utilisation de l'intelligence artificielle*. Les domaines de l'intelligence artificielle et des données seront particulièrement importants pour la réalisa-

tion des objectifs de la transformation numérique et de l'autonomie au cours de la présidence slovène. La présidence slovène se concentrera sur la progression des négociations relatives à la *législation sur l'intelligence artificielle*, qui constituera le cadre général pour une réglementation future dans ce domaine ; elle définira formellement l'intelligence artificielle et limitera les risques posés par son utilisation plus large. Dans le domaine de la réutilisation, du traitement et de l'échange des données ainsi que de l'économie des données, la présidence poursuivra l'examen de *l'acte sur la gouvernance des données* et commencera à examiner *l'acte législatif sur les données*. En septembre, la présidence slovène organisera une conférence de haut niveau sur l'intelligence artificielle, mettant en lumière les défis posés par des politiques et des réglementations efficaces pour la promotion du développement et de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans la société, le renforcement de la confiance du public dans l'intelligence artificielle et la planification des activités communes dans le cadre d'un plan coordonné de développement et d'utilisation de l'intelligence artificielle au niveau de l'UE.

La présidence slovène accordera une attention particulière au débat relatif aux divers aspects de la numérisation. Nous soutiendrons les avancées qui assureront à l'UE une plus grande autonomie numérique et une réduction plus rapide de l'écart avec les leaders mondiaux.

Compte tenu de la **dimension sociale, la compétitivité et l'approfondissement du marché intérieur** figureront parmi les objectifs stratégiques de la présidence slovène du Conseil de l'UE. Dans ce contexte, **l'élimination des obstacles transfrontaliers aux services** et à la libre circulation des biens et des personnes, ainsi que des disparités entre

l'offre et la demande sur les marchés du travail, sera l'un des objectifs particulièrement importants. Au cours de la présidence, nous nous concentrerons sur une meilleure mise en œuvre et une meilleure application des règles du marché unique et sur un suivi attentif de la mise en œuvre des mesures individuelles. Nous aborderons également **la question de la normalisation** et de l'établissement d'un **mécanisme de crise** pour le marché intérieur, qui permettrait de faire face plus facilement aux crises futures. Nous souhaitons contribuer ainsi à l'établissement d'un marché intérieur plus résilient en mettant l'accent sur le développement de ses dimensions numérique et écologique. La transition numérique et écologique sera également l'une des orientations fondamentales de *l'adaptation des règles relatives à la protection des consommateurs* et de *la modernisation des règles relatives aux aides d'État*.

En tant que pays assurant la présidence du Conseil de l'UE, la Slovénie se concentrera sur **le développement du marché unique numérique**. Nous négocierons des propositions législatives importantes dans le domaine de la réglementation des services numériques. L'objectif est de moderniser les règles de concurrence sur les marchés numériques et de renforcer la protection des consommateurs. La tâche de la Slovénie sera de rapprocher les positions des États membres sur les propositions de *législation sur les marchés numériques* et de *législation sur les services numériques*, qui traduisent une réforme ambitieuse de l'espace numérique et introduisent un ensemble complet de nouvelles règles pour tous les services numériques : la réglementation du fonctionnement des plateformes en ligne et de la concurrence sur les marchés numériques. Dans le domaine des services financiers, nous coordonnerons *les propositions législatives relatives à la finance numérique*, qui prévoient la **régulation du marché des actifs cryptographiques** et le **renforcement de la résilience opérationnelle numérique du secteur financier**.

L'accent sera mis sur la dimension écologique et numérique, qui constitue le fondement de la reprise de l'économie européenne, et la réforme concernera également les secteurs individuels les plus tou-

chés par la crise liée à la Covid-19. La présidence slovène se concentrera sur le rétablissement de certains écosystèmes industriels. Une attention particulière sera accordée à la **reprise du secteur du tourisme**, notamment en lien avec l'objectif d'amélioration de la résilience de cet important secteur face aux nouvelles crises. La présidence slovène stimulera le débat sur les défis et les perspectives d'un tourisme contemporain climatiquement neutre, sûr et intelligent, qui sera structurellement adapté à la nouvelle réalité afin d'assurer une compétitivité à long terme et une croissance durable à l'avenir. La Slovénie lancera le débat sur ce sujet lors de la *réunion ministérielle informelle des ministres de l'UE responsables du tourisme*, qui se tiendra le 16 novembre, et lors du *traditionnel Forum européen du tourisme 2021*, qui sera organisé en collaboration avec la Commission européenne, le 17 novembre 2021 à Brdo.

Compte tenu de la dimension sociale, la compétitivité et l'approfondissement du marché intérieur figureront parmi les objectifs stratégiques de la présidence slovène du Conseil de l'UE.

La présidence slovène **mettra également en relief le rôle de la science et de la recherche dans la réalisation des objectifs d'une reprise économique réussie et d'une transition numérique et verte réussie**, qui sera facilitée par la mise à niveau du modèle de développement de *l'Espace européen de la recherche*. La présidence slovène s'emploiera à créer un nouveau cadre de gouvernance de l'EER. La présidence slovène se concentrera sur l'amélioration de **l'acheminement des investissements** dans la résolution des défis interdisciplinaires et mondiaux, tels que le cancer, la pollution des océans et la mauvaise qualité de vie dans les villes par la promotion de nouvelles approches telles que les **missions Horizon Europe** et le **mouvement Nouveau Bauhaus européen**. Elle se concentrera, en particulier, sur les infrastructures

de recherche, la réinsertion des jeunes chercheurs, les synergies entre la recherche et l'éducation ainsi que l'éthique de la recherche. Au sein du Conseil, nous envisageons d'adopter un *Pacte pour la recherche et l'innovation*, et la nouvelle gouvernance renforcera la phase de mise en œuvre des objectifs communs via le Forum de l'EER pour la transition, tant au niveau européen qu'au niveau national. En octobre de cette année, la Slovénie organisera une conférence de haut niveau à Ljubljana sur le rôle de la recherche et de l'innovation dans l'UE et sur les tâches de l'Agence exécutive du Conseil européen de la recherche ; cet événement sera précédé par une conférence préparée conjointement avec l'Agence spatiale européenne et intitulée « L'Espace pour une reprise économique verte et numérique ».

La Slovénie soulignera l'urgence de **la nécessité de faire face aux défis démographiques**, qui sont un élément essentiel de la reprise et représentent l'un des défis stratégiques les plus importants pour l'Union européenne. Notre objectif est de **formuler des politiques de qualité qui puissent contribuer à inverser les tendances démographiques**. En tant que pays assumant la présidence, nous nous concentrerons sur l'amélioration de la situation des familles et des jeunes, tout en promouvant des activités visant à garantir l'égalité des chances pour tous, sans distinction de sexe. Nous prêterons attention aux mesures qui ont un impact positif sur la vie familiale grâce à des incitations sur le marché du travail. En octobre, la Slovénie prévoit une conférence de haut niveau sur l'assurance d'un travail de qualité grâce à des **ajustements dans le domaine de la conciliation entre le travail et la vie familiale, l'acquisition des connaissances et des compétences appropriées tout au long de la vie et la garantie d'un lieu de travail sûr et sain également dans les professions de l'avenir**, c'est-à-dire dans les nouvelles formes de travail. La discussion portera surtout sur un environnement de travail de qualité, compte tenu de la numérisation croissante, de l'automatisation et de la robotique dans le monde du travail.

La présidence slovène mettra également en relief le rôle de la science et de la recherche dans la réalisation des objectifs d'une reprise économique réussie et d'une transition numérique et verte réussie, qui sera facilitée par la mise à niveau du modèle de développement de l'Espace européen de la recherche.

Une partie importante de la lutte contre les tendances démographiques négatives sera également la formulation de politiques qui aideront à limiter leurs conséquences négatives sur l'économie et le développement. Les actions clés viseront à **créer un marché du travail réactif et inclusif**, à encourager les travailleurs à rester sur le marché du travail aussi longtemps que possible et à **adapter les systèmes de protection sociale**. Le point de départ des actions futures sera le *Plan d'action pour la réalisation du socle européen des droits sociaux*, qui reste une ligne directrice fondamentale pour relever les défis sociaux et économiques actuels dans l'UE. L'attention sera portée sur divers aspects de la lutte contre les tendances démographiques sur le marché du travail et sur **la participation active des personnes âgées dans la société** conformément au *Livre vert sur le vieillissement*. La présidence slovène se concentrera également sur les mesures visant à garantir un travail de qualité à toutes les étapes de la vie.

2. CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE

La Conférence sur l'avenir de l'Europe organise un **large débat public** sur les principaux défis auxquels l'Union européenne devra faire face à l'avenir. Son objectif principal est de **rapprocher les questions européennes des citoyens** et de leur faire comprendre le dilemme central de notre avenir commun. La responsabilité de la mise en œuvre de ce projet démocratique unique incombe au **Conseil de l'UE** (conjointement avec le Parlement européen et la Commission européenne), **qui sera dirigé par la Slovénie pendant la majeure partie du temps consacré à la conférence.**

En tant que pays assurant la présidence, la **Slovénie coordonnera et représentera les positions des États membres dans la conduite de la conférence.** Notre objectif est d'organiser **deux sessions plénières et plusieurs panels de citoyens européens** pendant notre présidence, qui impliqueront également la participation des jeunes et prévoient un large débat sur les questions ouvertes en matière de politique européenne et les solutions à apporter. Nous veillerons à ce que les idées et les propositions formulées soient correctement représentées et présentées lors de **l'assemblée plénière de la conférence**, qui se réunira également pendant notre présidence. La Slovénie accordera une grande importance à la transparence de la conférence et **informera régulièrement le Conseil de l'UE** de ses travaux. La Slovénie fera tout ce qui est en son pouvoir pour que les travaux de la conférence progressent conformément aux plans et à l'objectif prévoyant sa conclusion lors de la présidence française au printemps 2022.

Au cours de sa présidence, la Slovénie veillera par ailleurs à ce que les questions fondamentales du débat sur l'avenir de l'Europe reçoivent une attention appropriée dans l'ensemble de l'UE. Nous mettrons tout en œuvre pour que les **différentes opinions légitimes** soient entendues et contribuent à la formation d'idées communes sur les solutions à dégager pour l'avenir. Nous sommes convaincus **que seul un débat franc et fondé sur des expériences historiques pourra** aboutir au renforcement de l'Union

européenne au sein de laquelle nos valeurs de démocratie constitutionnelle et d'identité européenne et nationale individuelle seront protégées et pourront continuer à prospérer. Notre objectif est de **renforcer une compréhension commune** des défis que les États membres ne peuvent relever que s'ils sont abordés ensemble au niveau de l'UE, ainsi que des problèmes qui sont plus faciles à résoudre en toute indépendance par les pays mêmes, lesquels doivent donc disposer d'une autonomie adéquate au sein de l'UE. À cette fin, nous organiserons **une série d'événements** à forte participation internationale, qui permettront **une discussion large et inclusive sur les principales questions de l'essor futur de l'Union européenne.**

La Conférence sur l'avenir de l'Europe organise un large débat public sur les principaux défis auxquels l'Union européenne devra faire face à l'avenir. Son objectif principal est de rapprocher les questions européennes des citoyens et de leur faire comprendre le dilemme central de notre avenir commun.

Début septembre, nous organiserons le 16^e Forum stratégique de Bled intitulé **L'avenir de l'Europe**. Il sera consacré à une réflexion approfondie sur les dilemmes, les risques et les opportunités de notre avenir commun. Parmi les invités à cet événement clé se retrouveront **les dirigeants européens actuels les plus importants** pour débattre des principaux enjeux stratégiques auxquels l'Europe doit faire face. La Slovénie encouragera également une réflexion sur les questions de l'évolution actuelle et future des valeurs européennes, qui constituent la base de la coopération mutuelle et de la

compréhension des défis communs. Nous créerons un espace pour un débat intellectuel et l'échange d'idées permettant d'éventuellement compléter les cadres institutionnels existants ou modifier le mode de fonctionnement de l'Union européenne. Nous serons aussi à l'écoute des jeunes qui vont construire l'Europe de demain et qui vont y vivre.

Si nous voulons profiter à l'avenir des opportunités manquées, le débat sur l'avenir de l'Europe doit également donner la parole aux personnes les plus expérimentées. C'est pourquoi nous organiserons **un colloque pour donner l'opportunité aux anciens dirigeants européens les plus éminents**, qui ont marqué de manière décisive le développe-

ment de la politique européenne au cours des dernières décennies, de parler ouvertement des possibilités que nous n'avons pas encore été en mesure de réaliser au sein de l'UE.

Début septembre, nous organiserons le 16e Forum stratégique de Bled intitulé L'avenir de l'Europe. Il sera consacré à une réflexion approfondie sur les dilemmes, les risques et les opportunités de notre avenir commun.

3. UNE UNION QUI PROMET LE MODE DE VIE EUROPÉEN, L'ÉTAT DE DROIT ET DES CRITÈRES ÉGAUX POUR TOUS

La présidence slovène mettra en relief la nécessité de **sensibiliser le public au mode de vie européen**, qui est loin d'aller de soi et qui est fondé sur le respect de la dignité personnelle, de la liberté et des droits fondamentaux, ainsi que sur le respect des règles et la mise en œuvre des obligations. À cet égard, l'UE œuvre en faveur d'un bon développement économique et social général, d'un niveau élevé de sécurité sociale et d'une **éducation de qualité et inclusive**. La Slovénie soulignera aussi la nécessité de faire face à l'**évolution démographique** négative dans l'UE. À l'aide des politiques de qualité dans le contexte de la reprise et dans le marché intérieur, nous entamerons le processus d'inversion des tendances négatives.

La présidence slovène mettra en relief la nécessité de sensibiliser le public au mode de vie européen, qui est loin d'aller de soi et qui est fondé sur le respect de la dignité personnelle, de la liberté et des droits fondamentaux, ainsi que sur le respect des règles et la mise en œuvre des obligations.

La présidence slovène se consacrera également à l'égal **respect des valeurs et des principes fondamentaux de l'UE**, y compris la garantie de l'État de droit, qui relève de la responsabilité conjointe des États membres et des institutions de l'UE. La responsabilité primaire incombe aux institutions démocratiquement élues et à leurs représentants. Les médias pluralistes, les partenaires sociaux et le reste de la société civile jouent également un rôle de surveillance important. Cependant, leur responsabilité et leur compétence ne sont pas au même niveau et, en tout état de cause, ne sont pas d'un

niveau supérieur à celui qui, du fait de sa légitimité démocratique, appartient à l'autorité élue.

Le respect de l'État de droit fondé sur les mêmes critères est également crucial pour la confiance des citoyens dans les institutions publiques et est **une condition de la confiance mutuelle entre les États membres**. Il est également fondamental pour le bon **fonctionnement du marché intérieur**, où les lois et règlements sont élaborés et appliqués de manière impartiale, uniforme et efficace, et les dépenses budgétaires sont effectuées conformément aux règles en vigueur.

Dans le cadre du *mécanisme global de contrôle de l'État de droit*, la Slovénie prêtera attention à la discussion et à l'échange d'opinions sur le **deuxième rapport annuel sur l'État de droit dans l'UE** et à la poursuite de la **discussion sur la situation dans les différents États membres**. Grâce à un dialogue constructif fondé sur des rapports annuels, la Slovénie s'efforcera de mieux comprendre les différentes solutions constitutionnelles à des défis similaires dans les États membres. Le dialogue dans le cadre du mécanisme de suivi de l'État de droit doit rassembler les États membres au sein d'une **communauté de valeurs européennes**. Le mécanisme doit fonctionner de manière objective et transparente, dans le respect du principe d'égalité des États membres et de leur identité nationale, qui est inextricablement liée à leurs structures politiques et constitutionnelles fondamentales. Une attention particulière sera portée à la **liberté et au pluralisme des médias** ainsi qu'à la **lutte contre les fausses informations**, ce qui est particulièrement nécessaire dans les situations de monopole médiatique. Tout aussi importante est la **qualité du fonctionnement du système judiciaire**, qui doit reposer sur une justice indépendante, impartiale et non sélective, qui lutte pour la justice dans chaque État membre et assure une protection juridique sans retard ni délais déraisonnablement longs.

Dans le même temps, la présidence slovène attire l'attention sur la Résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe 1096 et la Résolution du Parlement européen sur la conscience européenne et le totalitarisme. Les orientations et les avertissements qui en découlent sont d'une importance durable pour le développement de démocraties résilientes et vitales, et surtout pour la réalisation de l'objectif historique d'une Europe globale et libre, en paix avec elle-même. Certaines des lignes directrices et des avertissements des deux résolutions n'ont pas encore été mis en œuvre dans certaines des jeunes démocraties européennes, même si elles sont membres de l'UE depuis un certain temps. Par conséquent, on ne peut pas encore parler du fait qu'il y a eu une véritable « transformation des cœurs et des esprits » partout pendant la transition. C'est là que nous voyons une partie des raisons plus profondes des malentendus mutuels sur l'État de droit dans les différents États membres de l'UE. **Bien souvent, on ne veut pas ou ne peut pas voir les cas où les normes et garanties de l'État de droit ne protègent pas vraiment les valeurs européennes inscrites à l'article 2 du Traité sur l'Union européenne. Bien au contraire,** les institutions de l'État de droit, qui n'ont officiellement endossé de nouveaux rôles qu'avec la transition vers la démocratie, mais ne les ont pas intériorisés, les utilisent principalement à défendre des privilèges injustifiés et à maintenir une culture d'action construite au cours de décennies d'arrangements et de pratiques antidémocratiques qui rétrécissent la liberté et perpétuent les inégalités et l'injustice enracinées. Ces questions seront également abordées lors d'une conférence internationale qui sera organisée en Slovénie à l'occasion de la *Journée européenne de commémoration des victimes des régimes totalitaires* le 23 août. Notre responsabilité partagée et notre tâche permanente sont de maintenir vivace le souvenir de ce que la conscience de l'urgence des processus d'intégration européenne s'est formée au cours des épreuves historiques difficiles et antidémocratiques du XX^e siècle qui ont frappé et marqué les peuples des actuels États membres de l'UE, bien que chacun à sa manière et pour une durée différente.

La présidence slovène se consacrera également à l'égal respect des valeurs et des principes fondamentaux de l'UE, y compris la garantie de l'État de droit, qui relève de la responsabilité conjointe des États membres et des institutions de l'UE.

La présidence slovène est convaincue **qu'une bonne compréhension des similitudes et des différences constitutionnelles, socio-économiques, politiques, historiques et autres entre les États membres peut contribuer à renforcer l'État de droit dans l'UE.** Le traitement des aspects individuels de l'État de droit mérite donc une approche juridique comparative la plus approfondie et professionnelle possible. Nous ne pouvons arriver à une compréhension commune de l'État de droit que si nous parvenons à dépolitiser le débat autant que possible et à garantir **un traitement égal et contextuel des différentes dispositions et pratiques constitutionnelles.** Nous sommes convaincus que la création d'une **Fondation européenne pour la démocratie constitutionnelle** pourrait contribuer à la réalisation de cet objectif. Cette fondation comprendrait un institut qui rassemblerait des experts de tous les États membres de l'UE pour proposer à la Commission européenne et aux États membres des analyses autonomes et indépendantes de questions individuelles relatives à l'État de droit, sur lesquelles on pourraient s'appuyer, le cas échéant, dans diverses procédures au sein tant des institutions de l'UE que des États membres. La Slovénie est prête à accueillir le siège de cette institution et à fournir les conditions d'infrastructure de base pour son fonctionnement.

Le dialogue dans le cadre du mécanisme de suivi de l'État de droit doit rassembler les États membres au sein d'une communauté de valeurs européennes. Le mécanisme doit fonctionner de manière objective et transparente, dans le respect du principe d'égalité des États membres et de leur identité nationale, qui est inextricablement liée à leurs structures politiques et constitutionnelles fondamentales.

La Fondation européenne pour la démocratie constitutionnelle **comblerait également une lacune dans le contrôle de l'État de droit par les institutions de l'UE, dont les activités ne doivent pas non plus échapper à un contrôle externe.** En

ce sens, la Slovénie s'efforcera également d'œuvrer au sein du Conseil de l'UE en faveur de l'adhésion de l'UE à la *Convention européenne des droits de l'homme*.

Notre responsabilité partagée et notre tâche permanente sont de maintenir vivace le souvenir de ce que la conscience de l'urgence des processus d'intégration européenne s'est formée au cours des épreuves historiques difficiles et antidémocratiques du XXe siècle qui ont frappé et marqué les peuples des actuels États membres de l'UE, bien que chacun à sa manière et pour une durée différente.

4. UNE UNION EUROPÉENNE CRÉDIBLE ET SÛRE, CAPABLE D'ASSURER LA SÉCURITÉ ET LA STABILITÉ DANS SON VOISINAGE

Sous la direction du Haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, la présidence slovène contribuera à la **promotion efficace des intérêts et des valeurs de l'UE dans le monde**. En ce qui concerne les questions stratégiques, la Slovénie soulignera l'importance de **construire et de consolider des alliances stratégiques** avec des pays avec lesquels nous partageons des racines de civilisation communes, en particulier avec les pays de l'Alliance transatlantique, Israël et les démocraties indo-pacifiques.

L'objectif de la Slovénie est la mise en œuvre effective de la législation Schengen et le fonctionnement global d'un espace Schengen plus fort, plus robuste et plus exigeant sans contrôles aux frontières intérieures. En plus de vaincre la pandémie, nous avons donc besoin d'une solution plus efficace au problème de la migration illégale à sa source, d'une protection plus efficace des frontières extérieures de l'UE, d'un système d'asile fonctionnel, d'une politique plus cohérente de retour des personnes sans protection internationale reconnue vers les pays d'origine et d'une coopération étroite avec les pays de migration et de transit.

Au cours de sa présidence, la Slovénie se concentrera également sur le **renforcement de la sécurité de l'UE**, qui est la condition d'un avenir prospère et du bien-être. À cette fin, nous encouragerons l'élaboration de mesures visant à améliorer et à renforcer la sécurité intérieure et extérieure de l'UE. Dans ce contexte, le **régime Schengen sans contrôles aux frontières intérieures** est d'une importance primordiale, mais ces dernières années, il n'a pas été possible de le mettre en œuvre pleinement et partout en raison des migrations illégales et de la pandémie. L'objectif de la Slovénie est la mise en œuvre effective de *la législation Schengen* et le fonctionnement global d'un espace Schengen plus fort, plus robuste et plus exigeant sans contrôles aux frontières intérieures. En plus de vaincre la pandémie, nous avons donc besoin **d'une solution plus efficace au problème de la migration illégale à sa source, d'une protection plus efficace des frontières extérieures de l'UE, d'un système d'asile fonctionnel, d'une politique plus cohérente de retour des personnes sans protection internationale reconnue vers les pays d'origine et d'une coopération étroite avec les pays de migration et de transit**. À la lumière de ces objectifs, la Slovénie dirigera les négociations et la coordination pour l'adoption d'actes législatifs et non législatifs dans le cadre du *Pacte sur la migration et l'asile*, qui représente un cadre clé pour une gestion plus efficace des pressions migratoires. Nous nous efforcerons **d'harmoniser davantage les systèmes d'asile des États membres** et de trouver un consensus politique pour **mettre en œuvre les concepts de responsabilité et de solidarité**. Dans les discussions et dans l'adoption des mesures et politiques individuelles, la tâche de la Slovénie sera de garantir une approche horizontale et globale dans toutes les formations du Conseil. Nous accorderons une attention particulière à la résolution du **problème des routes migratoires illégales vers l'UE**. Nous entamerons des négociations dans le but d'élaborer des règles claires qui permettront aux

institutions de l'UE et aux États membres **d'exécuter plus efficacement les procédures, y compris les procédures de retour sans protection internationale reconnue, et de résoudre plus facilement la question des charges financières et les problèmes juridiques conformément aux principes fondamentaux de la protection des droits de l'homme.** Nous contribuerons également à **une meilleure coopération policière et à l'échange d'informations dans la lutte contre la traite des êtres humains et d'autres formes de criminalité transfrontalière organisée.** À cette fin, nous organiserons une réunion des ministres de l'intérieur à Brdo pri Kranju en novembre, et une réunion avec les ministres de l'intérieur des Balkans occidentaux en décembre.

Dans le domaine de **la lutte contre le terrorisme et diverses formes de radicalisation religieuse ou idéologique,** la Slovénie s'efforcera de coopérer avec tous les pays partageant les mêmes idées, car ce n'est qu'ainsi qu'il est possible de prévenir et réprimer tout acte terroriste. L'UE devrait renforcer sa coopération avec l'islam humaniste et les pays qui le pratiquent.

Notre objectif est également de **renforcer la coopération de l'UE dans le domaine de la sécurité et de la défense et de dissuader les cybermenaces et les menaces hybrides.** À cette fin, l'UE a besoin de mesures de politique étrangère et de sécurité communes visant à identifier et à combattre **plus efficacement les menaces hybrides.** Face aux **fausses nouvelles et à la désinformation** provenant de l'extérieur de l'UE et dont les objectifs politiques, économiques ou autres sont dirigés contre l'efficacité et le fonctionnement des institutions de l'UE et de ses États membres, il convient de mieux coopérer et de continuer à y répondre par une **communication stratégique.**

Pour que l'UE soit en mesure d'assurer la sécurité de manière plus crédible, elle doit garantir une plus grande autonomie stratégique dans le domaine de la défense. Il s'agit de la capacité de défense de chaque État membre individuellement et bien sûr, de la capacité de défense commune. Par conséquent, dans le domaine de l'action extérieure de

l'UE, la présidence slovène soutiendra **le renforcement de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC), de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) et des relations transatlantiques.** Travailler en étroite collaboration avec les États-Unis et l'OTAN sur la base de principes, de valeurs et d'intérêts communs est la meilleure garantie pour renforcer la position de l'UE dans la communauté internationale et faciliter les intérêts communs des États membres. Nous sensibiliserons au fait qu'il est essentiel de travailler avec un allié stratégique comme les États-Unis pour le succès de l'action de l'UE dans le voisinage européen ainsi que dans des questions d'importance mondiale, telles que la lutte contre le changement climatique ou la lutte contre les cybermenaces et les menaces hybrides auxquelles l'UE et les autres alliés sont confrontés.

Dans le cadre de son action extérieure, la Slovénie accordera une attention particulière aux **Balkans occidentaux** et organisera **un sommet UE-Balkans occidentaux** à Brdo pri Kranju en octobre. Au cours de sa présidence, elle mettra tout en œuvre pour poursuivre le processus d'élargissement de l'UE avec les pays des Balkans occidentaux, conformément à la méthodologie d'élargissement révisée. L'élargissement est l'un des leviers fondamentaux des processus de réforme dans les pays des Balkans occidentaux. La Slovénie soutiendra **les progrès dans le règlement des questions politiques et de sécurité encore en suspens dans la région,** telles que le dialogue Belgrade-Pristina. Nos ambitions seront également axées sur **l'engagement des pays partenaires de la région dans les initiatives de politique de sécurité et de défense commune.**

Pour que l'UE soit en mesure d'assurer la sécurité de manière plus crédible, elle doit garantir une plus grande autonomie stratégique dans le domaine de la défense.

Afin de mettre en œuvre *la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'UE*, la présidence slovène participera activement au processus de création de la *boussole stratégique*. Notre objectif est de mieux articuler le niveau stratégique avec le niveau opérationnel, notamment en termes de réponse aux crises externes, de renforcement des capacités de développement des partenaires et d'assurance de la sécurité de l'UE et de ses citoyens. La Slovénie soutiendra en particulier le renforcement **des relations UE-OTAN** dans le domaine de la mobilité militaire, de la cybersécurité, des menaces hybrides et de l'interopérabilité. À cette fin, nous soutiendrons **l'institutionnalisation des contacts entre les deux organisations**.

Dans le cadre de son action extérieure, la Slovénie accordera une attention particulière aux Balkans occidentaux et organisera un sommet UE-Balkans occidentaux à Brdo pri Kranju en octobre.

Outre les Balkans occidentaux, la Slovénie encouragera également un débat global sur **la politique européenne de voisinage**, tant dans sa dimension méridionale qu'orientale. Elle favorisera la mise en œuvre du *nouvel agenda de l'UE pour la Méditerranée*, qui devrait être discuté lors du Conseil européen de décembre, et la formulation d'objectifs prioritaires pour la coopération avec les partenaires orientaux, qui sera le thème principal **du sommet entre l'UE et les pays du Partenariat oriental** à Bruxelles en octobre.

À la lumière des changements dans l'environnement mondial, la Slovénie participera activement aux discussions sur *la stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indo-pacifique* et le renforcement de la coopération politique et économique structurelle de l'UE avec ladite région.

La Slovénie, en coopération avec le Service européen pour l'action extérieure et la Commission européenne, contribuera également de manière active à l'organisation de tous les autres **sommets avec des pays tiers** qui auront lieu pendant la présidence slovène.

**PROGRAMME SEMESTRIEL
DE LA PRÉSIDENCE SLOVÈNE
DU CONSEIL DE L'UNION
EUROPÉENNE PAR FORMATION
DU CONSEIL DE L'UE**

AFFAIRES GÉNÉRALES

Sans nul doute, le second semestre 2021 sera encore marqué par des mesures contre la COVID-19. La présidence slovène attachera donc une grande importance aux efforts de l'Union pour réagir de la manière la plus rapide, efficace et coordonnée possible dans la lutte contre la COVID-19. Outre les sujets d'actualité liés à la COVID-19, tels que les vaccins, les régimes de passage des frontières intérieures et les voyages, la présidence slovène entend se concentrer sur des aspects plus stratégiques de la réponse à la crise de la COVID-19, y compris un examen des expériences acquises par l'Union pendant cette période.

La présidence slovène s'efforcera de créer des synergies dans l'utilisation de divers mécanismes pour renforcer le **respect de l'État de droit**. Elle dirigera le dialogue (annuel) en garantissant les critères d'objectivité, d'impartialité et d'égalité de traitement de tous les États membres dans un esprit constructif, afin de contribuer à la convergence des points de vue et de renforcer la connaissance mutuelle et la confiance entre les États membres et les institutions de l'UE. Compte tenu de ces critères, la présidence slovène cherchera un équilibre approprié entre les deux parties du dialogue sur l'État de droit et s'efforcera d'assurer une conduite crédible des discussions au sein du Conseil des affaires générales, en tenant compte des intérêts et des attentes de toutes les parties prenantes.

Sur la base de la déclaration commune adoptée en mars, la Slovénie, en tant que pays assurant la présidence du Conseil de l'UE au second semestre 2021 (en coopération avec les futures présidences de la France et de la République tchèque), se joindra au Parlement européen et à la Commission européenne, dans le cadre de la **Conférence sur l'avenir de l'Europe**, pour mener avec les citoyens, les parlements nationaux et autres parties prenantes une discussion sur l'avenir de l'Europe, qui doit servir de base au rapport contenant des propositions sur l'évolution future de l'Union européenne. Ce dernier, qui sera élaboré et discuté lors du Conseil européen du printemps 2022, servira

également à la préparation du programme stratégique de l'Union européenne pour la prochaine période. Au cours de la présidence et dans le cadre de la conférence, la Slovénie sera chargée de faire respecter les positions du Conseil et d'informer les États membres sur le processus et, en coopération avec des représentants du Parlement européen et de la Commission européenne, d'assurer le bon fonctionnement du comité exécutif et de la session plénière de la conférence.

La présidence slovène accordera une attention particulière à la poursuite de l'**élargissement et du processus de stabilisation et d'association** avec les pays des Balkans occidentaux, en mettant l'accent sur l'adoption de cadres de négociation pour la République de Macédoine du Nord et la République d'Albanie. Elle se concentrera également sur la poursuite du processus de négociation avec le Monténégro et la République de Serbie. La Slovénie s'efforcera d'adopter des conclusions du Conseil contenant un message positif sur la perspective de l'adhésion à l'Union européenne. À l'automne, la présidence slovène entamera le processus de confirmation visant à adopter officiellement l'IAP III.

Une attention particulière sera accordée aux aspects stratégiques des **relations entre l'UE et le Royaume-Uni**. Les activités se rapporteront principalement à la mise en œuvre de l'accord de retrait et de l'accord de commerce et de coopération et aux procédures de sécurité pour l'échange et la protection des informations classifiées. La présidence slovène s'efforcera d'assurer un partenariat avec le Royaume-Uni dans l'intérêt de chacun des 27 États membres.

Dans le cadre de la mise en œuvre du **plan d'action pour la démocratie européenne**, la présidence slovène entamera l'examen d'une proposition de règlement sur les partis politiques européens et d'autres propositions législatives qui contribueront à la protection de l'intégrité électorale et encourageront la participation démocratique, en vue de l'adoption des propositions avant les élections eu-

ropéennes de 2024. La présidence slovène poursuivra également les activités dans le domaine du renforcement du pluralisme et de la liberté des médias, ainsi que dans le domaine de la lutte contre la désinformation.

Dans le contexte de la **planification législative**, la présidence s'efforcera d'assurer aux États membres un processus fluide de discussion et de prise de décision sur le programme de travail de la Commission pour 2022, qui devrait s'achever en décembre 2021 avec une déclaration commune des trois institutions de l'UE sur les priorités législatives de l'UE.

Dans le **domaine des menaces hybrides**, la présidence passera en revue les défis actuels auxquels la région des Balkans occidentaux est confrontée. Une attention particulière sera aussi accordée à l'approfondissement de la coopération UE-OTAN, les menaces hybrides étant l'un des principaux thèmes complémentaires et horizontaux de la coopération conjointe. Dans le domaine de la lutte contre les menaces hybrides, la présidence slovène poursuivra ses travaux concernant le questionnaire sur les menaces hybrides (HRS2) ainsi que les activités relevant des orientations stratégiques et du plan d'action pour la démocratie européenne en ce qui concerne la lutte contre la désinformation et l'expérience acquise avec la COVID-19.

Les travaux prioritaires visant à renforcer la réponse aux cybercrises porteront sur la création de l'unité cybernétique commune au niveau de l'UE et sur les exercices pratiques. Nous mettrons tout en œuvre pour que les conclusions du Conseil sur la réponse aux cybercrises soient adoptées.

La **planification stratégique à long terme** sera discutée au niveau des ministres ou secrétaires d'État des affaires européennes (également appelés « ministres de l'avenir ») pour la préparation du rapport de la Commission européenne sur les prévisions stratégiques pour cette année, dont le thème principal sera l'autonomie stratégique ouverte de l'UE. Le rapport se concentrera sur les domaines clés dans lesquels l'UE peut renforcer son rôle mondial d'ici 2040 et sur les domaines où l'Europe doit renforcer sa résilience et réduire sa dépendance d'ici 2040. La présidence slovène s'efforcera d'informer réguliè-

ment les États membres sur le processus de préparation du rapport dirigé par la Commission.

Politique de cohésion

Dans le domaine de la politique de cohésion, le nouveau cadre financier qui couvre la période 2021–2027 représente, d'une part, une contribution importante au renforcement à long terme de la résilience de l'UE et, d'autre part, une contribution pour combler les écarts de développement entre les régions. La politique de cohésion, ainsi que d'autres mécanismes de reprise et de résilience, apporteront également une contribution significative à la réalisation des objectifs de transition écologique, de transformation numérique et de croissance constante et durable.

Suite à l'adoption du cadre législatif de cohésion, la présidence slovène se concentrera sur l'échange de vues et d'expériences dans la préparation des documents stratégiques et du programme pour la prochaine période de programmation. Sur la base de l'expérience de chaque État membre dans la mise en œuvre de la politique de cohésion au cours de la période de programmation 2014–2020, une attention particulière sera accordée à l'échange de vues sur un système efficace de gestion et de mise en œuvre pour la période de programmation 2021–2027. L'accent sera mis sur la flexibilité et l'introduction des simplifications que permet le cadre normatif adopté. La politique de cohésion joue également un rôle important dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 et ses conséquences; c'est pourquoi la présidence slovène et la Commission européenne poursuivront les discussions et orienteront les activités pour construire une Europe résiliente, capable de faire face plus efficacement et de répondre aux crises actuelles et futures et à d'autres défis visant à réduire les écarts de développement entre les régions.

Au cours de la présidence slovène, un accent particulier sera mis sur le rapprochement de la politique de cohésion des citoyens. Les fonds européens nous relient de diverses manières; ils viennent des personnes et reviennent aux personnes dans le but d'éliminer les écarts de développement et de fournir des opportunités de départ égales pour tous.

AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Au cours de la présidence slovène, le domaine des **affaires économiques et financières** figurera au premier plan, à la fois en raison des mesures qui aideront l'Union européenne à sortir de la crise actuelle et en raison des travaux sur le programme législatif à long terme.

L'élément central de la stratégie de relance commune est la **mise en œuvre de la facilité pour la reprise et la résilience**; pendant la présidence slovène, les **procédures d'approbation des plans nationaux** au Conseil seront achevées et le **sui-vi de la mise en œuvre** commencera. Une reprise réussie sera également l'objectif d'une mise en œuvre adaptée des **règles fiscales** communes qui permettront un équilibre approprié entre les mesures de soutien à la croissance économique et la stabilité des finances publiques même après la fin de la crise de la COVID-19. Une attention particulière sera portée à l'**adoption du budget 2022**.

Dans le domaine des services financiers, la Slo-venie poursuivra les activités liées à l'**union bancaire**. L'une des mesures clés dans le domaine bancaire sera une proposition législative pour la **mise en œuvre définitive des accords de Bâle III**, qui éliminent de nombreuses lacunes du cadre réglementaire et permettent un système bancaire flexible, empêchant l'accumulation de vulnérabilités systémiques. Au cours de la présidence slovène, des travaux importants auront trait à de nouvelles **mesures dans le domaine de la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme** sur la base du plan d'action de la Commission européenne. Au sein des services financiers, une autre tâche importante concernera les travaux sur les propositions législatives dans le domaine de la **finance numérique**, y compris la régu-

lation du marché des actifs cryptographiques et le renforcement de la résilience opérationnelle numérique du secteur financier, ainsi que les travaux sur la **norme de l'UE en matière d'obligations vertes**. Dans le domaine des **assurances**, la révision de la directive **Solvabilité II** visant à garantir la sûreté et l'adéquation des fonds propres des compagnies d'assurance occupera une place importante pendant la présidence slovène. La Slo-venie soutiendra également les travaux sur les initiatives visant à renforcer l'union des marchés des capitaux dans le but de faciliter l'accès des entreprises au financement.

Dans le domaine fiscal, les **travaux législatifs** se concentreront sur deux dossiers qui serviront de base aux nouvelles ressources propres de l'UE. Il s'agit de la **taxe sur le numérique** et le **méca-nisme d'ajustement carbone aux frontières**. Les travaux liés au traitement de la **taxation des produits énergétiques et de l'électricité** revêtiront également un caractère important. Si les modifications proposées de la directive sur la coopération administrative (**DAC8**) sont présentées avant l'été, la présidence slovène s'efforcera de parvenir à un accord d'ici la fin de l'année. Un défi majeur dans le **domaine non législatif** sera de mettre à jour la **liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales**. En outre, les travaux sur la **réforme du mandat du groupe « Code de conduite (fiscalité des entreprises) »** devront être poursuivis et achevés.

En ce qui concerne les relations commerciales avec des pays tiers, nous veillerons à simplifier et à consolider les procédures douanières et autres procédures administratives pour les entreprises par le biais d'une proposition législative établissant un **guichet unique de l'UE pour les douanes**.

JUSTICE ET AFFAIRES INTÉRIEURES

Affaires intérieures

Dans le domaine des affaires intérieures, une attention particulière sera accordée à la **mise en place d'un système global de gestion des migrations et de l'asile dans l'UE** et, dans ce contexte, à la poursuite des négociations sur les propositions législatives et le renforcement des partenariats mutuellement avantageux avec les pays d'origine, de transit et de destination, y compris la coopération en matière de retour et de réadmission et de coordination de l'UE sur le terrain dans les pays tiers. L'une des priorités sera d'**assurer le bon fonctionnement de l'espace Schengen et de renforcer la protection des frontières extérieures**. Dans ce contexte, la stratégie sur l'avenir de Schengen et la révision de la législation de base (le règlement portant création d'un mécanisme d'évaluation et de contrôle et le code frontières Schengen) seront pertinentes, tout comme l'application effective et l'opérationnalisation du règlement relatif au corps européen de garde-frontières et de garde-côtes (EBCG) et la mise en œuvre de l'interopérabilité. La garantie d'un **niveau élevé de sécurité dans l'UE sera mise également au premier plan, principalement grâce à une coopération policière améliorée et renforcée**, avec une proposition particulièrement pertinente concernant la modification du règlement relatif à Europol.

La priorité géographique sera accordée aux **Balkans occidentaux**, notamment dans le but de renforcer la coopération avec les pays de la région, y compris dans les domaines de la transposition des

normes de l'UE, du soutien à la gestion des migrations, du renforcement de la coopération policière en matière de terrorisme, de la criminalité environnementale, de la prévention des abus sexuels et de l'exploitation des enfants et des enquêtes en la matière, à l'aide d'Internet et des recherches transfrontalières d'enfants et d'autres personnes disparues.

La pandémie a mis en évidence l'interconnexion et l'interdépendance des différents secteurs et services, l'importance de protéger la liberté des citoyens et, par voie de conséquence, la nécessité pour les États membres de travailler ensemble afin de renforcer la résilience des infrastructures essentielles. La Slovénie s'efforcera également d'**améliorer la sécurité intérieure et la protection des citoyens** lors de l'examen et de l'adoption de la directive sur la **résilience des entités critiques** (CER – Critical Entities Resilience).

Dans le domaine de la **protection civile**, les activités se concentreront sur le **renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles et autres**, notamment le renforcement prévu du **mécanisme de protection civile de l'UE** à tous les stades d'une catastrophe, y compris l'amélioration de la réponse aux catastrophes de grande ampleur, **en développant les objectifs de l'Union en matière de résilience aux catastrophes dans le domaine de la protection civile**, en rassemblant les différentes parties prenantes et en diffusant les connaissances par la mise en place d'un **réseau européen de connaissance en protection civile**.

Justice

Dans le domaine de la justice, la présidence slovène s'efforcera de sensibiliser à l'importance de lutter efficacement contre **les discours et les actes de haine**, qui violent les principes et les valeurs sur lesquels l'Union est fondée et que partagent tous les États membres. Une attention particulière sera accordée à l'efficacité de la lutte contre les contenus hostiles illégaux qui se répandent notamment dans l'**environnement en ligne**. Dans ce contexte, la présidence slovène prêtera également attention à la question des victimes de la criminalité, poursuivant les travaux dans le domaine des droits des victimes de la criminalité. L'accent sera mis sur le domaine des **droits de l'enfant**, dans le but de préparer la réponse globale du Conseil à la stratégie européenne sur les droits de l'enfant.

L'adhésion de l'UE à la Convention européenne des droits de l'homme renforçant encore le système de l'Union pour la protection des droits fondamentaux, la présidence slovène soutiendra toutes les activités visant à conclure les négociations dans

les plus brefs délais. Dans le domaine des droits fondamentaux, la présidence slovène accordera une attention particulière aux aspects éthiques et à l'impact éventuel des outils d'**intelligence artificielle** sur les droits fondamentaux.

Les progrès en matière de **numérisation de la justice** seront également importants. La présidence slovène souhaite commencer à discuter d'une nouvelle proposition législative sur la numérisation de la coopération judiciaire dans l'UE et continuera à travailler sur une proposition de système de communication informatisé pour les procédures civiles et pénales transfrontières (système e-CODEX). Une attention particulière sera accordée aux négociations au sein du Conseil concernant l'**adhésion de l'UE à la Convention de La Haye sur la reconnaissance et l'exécution des jugements étrangers**, ainsi qu'aux négociations avec le Parlement européen concernant un paquet législatif sur les **preuves électroniques**.

ENVIRONNEMENT

En ce qui concerne l'environnement et le changement climatique, la présidence slovène s'attachera à une mise en œuvre rapide et ambitieuse du programme du pacte vert, en particulier dans les domaines du **changement climatique, de la biodiversité et de l'économie circulaire**. Conformément aux objectifs de la facilité pour la reprise et la résilience dans le domaine des investissements verts ou de l'environnement et des mesures respectueuses du climat, le pacte vert est au cœur du processus de reprise.

Dans le domaine du changement climatique, l'accent sera mis sur la révision de la législation sur le climat et l'énergie, le **paquet législatif dit « Ajustement à l'objectif 55 »**. Il comprendra un ensemble complet de mesures (la réforme du système d'échange de quotas d'émission de l'UE, le règlement sur le partage des charges entre les États membres, les normes d'émission de CO₂ pour les voitures et l'inventaire approprié de l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie) pour atteindre l'objectif climatique renforcé de l'UE: une réduction nette d'au moins 55 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à 1990. De cette manière, il sera possible d'atteindre un objectif équilibré à long terme, selon lequel l'UE devrait devenir le premier continent climatiquement neutre d'ici 2050. La présidence slovène commencera à discuter de ce paquet législatif et tentera de recenser autant de questions ouvertes que possible et de trouver des solutions de compromis équilibrées. En plus des mesures urgentes de réduction des émissions adressées aux différents secteurs économiques, un cadre juridique approprié devra être mis en place pour fournir aux États membres les moyens financiers de mettre en œuvre la transition écologique. Au niveau mondial, la présidence slovène coordonnera les positions et présentera les ambitions de l'UE lors de la **Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, la COP 26, qui se tiendra du 31 octobre au 12 no-**

vembre 2021 à Glasgow. Lors de la formulation du mandat, une attention particulière sera accordée à la recherche d'un consensus par lequel l'UE pourrait ouvrir la marche et être unie dans les négociations des objectifs de l'accord de Paris sur le climat, contribuant ainsi à la neutralité climatique mondiale. Lors de la COP 26, la présidence slovène du Conseil de l'UE s'efforcera de mettre au point les règles d'application de l'accord de Paris.

Dans le cadre de la mise en place de l'économie circulaire, la présidence slovène s'efforcera de convenir d'une orientation générale concernant l'**acte législatif sur les piles**, par lequel l'UE met en œuvre une orientation du cycle de vie des produits et répond aux défis d'une utilisation accrue des piles. La **révision du règlement concernant les transferts de déchets** contribuera également aux efforts visant à réduire les déchets et à une meilleure exploitation des matières premières secondaires, en réduisant l'exportation de déchets de l'UE et en facilitant les transferts de déchets à recycler au sein de l'UE. La présidence slovène veut montrer la voie pour la poursuite des négociations dans ce domaine au moyen d'un débat politique.

Dans le domaine de la biodiversité, la présidence slovène soutiendra les efforts visant à adopter un cadre mondial ambitieux de la biodiversité après 2020 pour la **Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP 15) à Kunming**, en Chine. L'objectif de la conférence est de fixer de nouveaux objectifs mondiaux dans le domaine de la biodiversité et de renforcer leur mise en œuvre. Les efforts au niveau de l'UE se concentreront sur la réduction de la perte de biodiversité grâce à des mesures de restauration des écosystèmes et d'autres mesures de la stratégie de l'UE en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030. Les pollinisateurs ont un rôle particulièrement important à jouer dans les efforts de l'UE pour conserver la biodiversité ; les raisons de leur déclin devront donc également être élucidées.

TRANSPORTS, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET ÉNERGIE

Télécommunications

La transformation numérique, avec la transition écologique, est l'un des deux éléments clés de la revitalisation économique de l'UE. L'objectif de rendre l'Europe plus verte, numérique, résiliente et cyber-sécurisée comprend la réalisation de la transformation numérique, en particulier dans le domaine des données, de la technologie et des infrastructures.

Dans le domaine de la **numérisation et de l'intelligence artificielle**, la présidence slovène accordera une attention prioritaire aux propositions dans les domaines de **l'intelligence artificielle (IA), des données et de l'économie des données, et au règlement sur l'itinérance mobile**.

Dans le domaine de l'intelligence artificielle, la présidence slovène s'efforcera de faire autant de progrès que possible lors de l'examen de **l'acte horizontal sur l'intelligence artificielle**, qui constituera un cadre général pour une nouvelle réglementation du domaine, en la définissant formellement et en fixant des limites en fonction des risques.

Dans le domaine de l'utilisation, du traitement et de l'échange des données ainsi que de l'économie des données, la présidence slovène poursuivra l'examen de **l'acte sur la gouvernance des données**, et cherchera à dégager une orientation générale ou à entamer des négociations avec le Parlement européen. La présidence slovène ouvrira aussi des discussions concernant **l'acte sur les données**.

Pour les utilisateurs des services de communication mobile transfrontaliers (appels mobiles et données mobiles), la présidence slovène s'efforcera de progresser rapidement et d'obtenir les plus grands progrès possibles, dans le but de parvenir à une orientation générale ou d'entamer des négociations avec le Parlement européen concernant **le règlement sur l'itinérance mobile**, qui mettra à jour et prolongera la validité du règlement actuel.

La présidence slovène poursuivra les négociations avec le Parlement européen sur un acte politiquement important, le **règlement relatif à la vie privée et aux communications électroniques**.

Nous continuerons à discuter du **règlement eIDAS**, qui devrait encourager les citoyens européens à accroître l'utilisation de l'identification électronique et d'autres services de confiance afin d'accomplir un maximum de progrès dans ce domaine.

Dans le domaine de la cybersécurité, l'accent sera mis principalement sur le renforcement de la résilience et de la réponse aux cybercrises. Dans le domaine de la **cyberrésilience**, la question clé sera la proposition de **directive** concernant des mesures destinées à assurer un niveau élevé de cybersécurité dans l'Union (dite directive SRI 2). Nous nous efforcerons d'arriver à une orientation générale dès que possible ou d'engager des négociations avec le Parlement européen.

En parallèle, des activités seront menées concernant la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de l'UE en matière de cybersécurité, la création d'un centre de compétences européen en matière de cybersécurité et d'un réseau de centres nationaux, l'assurance de la sécurité des réseaux 5G, la préparation des systèmes européens de cybercertification et l'assurance de la sécurité des appareils connectés à Internet.

D'autres domaines incluront des travaux dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune: le renforcement de la cyberrésilience des Balkans occidentaux, le renforcement de la coopération UE-OTAN, la cyberdiplomatie (les processus de l'ONU, la révision des outils de cyberdiplomatie, la réponse aux cyberactivités malveillantes avec des outils diplomatiques) et la cyberdéfense (la révision du cadre politique européen de cyberdéfense et la mise en place d'un réseau européen d'équipes militaires CERT).

Énergie

Pour atteindre des objectifs climatiques plus élevés, deux propositions renouvelées sur l'énergie seront présentées, à savoir la **directive relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables (SER)** et la **directive relative à l'efficacité énergétique (EE)**. La présidence slovène entamera les négociations sur les deux actes, au terme desquelles la Slovénie préparera des rapports d'avancement dans le but de parvenir à un accord dès que possible. La présidence slovène commencera aussi à examiner une proposition de mise à jour de la **directive sur la performance énergétique des bâtiments**. Les modifications apportées à celle-ci permettront de définir de nouvelles mesures et de souligner la détermination de l'UE à moderniser le secteur du bâtiment, eu égard aux améliorations technologiques et à l'accélération de la rénovation des bâtiments.

La présidence slovène **s'efforcera en priorité d'avancer dans l'examen du règlement relatif aux réseaux transeuropéens d'énergie (RTE-E)**. Cette initiative permettra de s'assurer que le règlement RTE-E est en pleine conformité avec le pacte vert pour l'Europe et les objectifs de l'UE pour la décarbonation à long terme, tout en contribuant à assurer l'intégration des secteurs et des marchés, la sécurité de l'approvisionnement et la concurrence.

En vue d'intégrer les sources d'énergie renouvelables dans le réseau gazier, une réflexion sera menée sur le **paquet Décarbonation dans le domaine de la législation gazière**. En harmonie avec les hautes ambitions climatiques de l'UE, la présidence slovène démarrera également les travaux sur une **proposition d'acte législatif sur le méthane** dans le cadre des efforts visant à réduire les émissions de méthane dans le secteur de l'énergie.

Transports

Les transports sont l'un des secteurs les plus importants pour la transition durable de l'UE dans le cadre du pacte vert et en même temps l'un des secteurs les plus touchés par la crise de la COVID-19. La présidence slovène continuera donc à axer les

travaux principalement sur la **relance du secteur** et les expériences connexes. La reprise doit aller de pair avec la **transition vers une mobilité durable et innovante**; la crise doit être l'occasion d'effectuer un bond en avant dans le développement du secteur des transports. Il est crucial de continuer à garantir un **marché intérieur fonctionnel et les quatre libertés**, en particulier dans une situation de pandémie. Nous donnerons la priorité aux propositions qui aborderont les problèmes de la crise et coopérerons de manière transparente à la formulation du plan d'action en vue de l'adoption des mesures urgentes.

L'augmentation du transport ferroviaire de marchandises et de passagers dans l'UE est essentielle à la lumière de la décarbonation. L'année 2021 a été proclamée **année européenne du rail**, et la présidence slovène soutiendra toutes les activités pour promouvoir ce secteur. La mise en place d'une infrastructure ferroviaire nationale et internationale moderne, des lignes à grande vitesse et une technologie ferroviaire moderne sont essentielles à la compétitivité et à l'attractivité du transport ferroviaire de passagers et de marchandises dans l'UE.

La nouvelle stratégie de mobilité intelligente et durable envisage une réduction de 90 % des émissions liées aux transports d'ici 2050. La première étape technologique en cours est le **développement et une plus large utilisation des carburants alternatifs**. C'est aussi la priorité politique principale de la présidence slovène dans le domaine des transports. Avant tout, la Slovénie voit la nécessité de promouvoir l'**électromobilité** en utilisant l'énergie provenant de sources à faibles émissions et la mise à disposition d'une infrastructure de recharge suffisante et de véhicules. La présidence slovène s'efforcera donc de faire avancer les **négociations relatives à la révision de la directive sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (AFID)** et à de **nouvelles propositions dans les domaines aérien (Refuel Aviation) et maritime (Refuel Maritime)**. La Slovénie s'emploiera, dans la mesure du possible, à trouver un accord sur une orientation générale ou, du moins, un accord partiel.

Une partie du paquet Infrastructures envisagé pour novembre 2021 portera sur le renouvellement de la proposition de **systèmes de transport intelligents (STI)** qui est essentielle pour assurer l'interopérabilité des transports, l'automatisation et la numérisation du secteur. La présidence slovène entamera la discussion au niveau opérationnel et préparera un rapport d'avancement.

Un marché intérieur de l'UE efficace et fonctionnel et des liens entre pays voisins sont essentiels pour un secteur résilient. La Slovénie accordera donc la priorité à la **proposition de révision du RTE-T** qui vise à achever le réseau de transport central de l'UE d'ici 2030 et qui modernisera le secteur des transports routier et ferroviaire dans l'UE et augmentera sa compétitivité. Cette proposition est également liée à la **proposition de révision des corridors ferroviaires**, où la coordination avec les réseaux RTE-T est importante. La Slovénie identifiera les principales questions en suspens et préparera un rapport d'avancement, contribuant ainsi à parvenir rapidement à un accord au cours de l'année à venir. Dans ce contexte, la connectivité avec les **Balkans occidentaux** et la coopération avec la Communauté des transports feront partie des priorités horizontales.

Afin d'accroître la résilience et la flexibilité du secteur de l'aviation, la présidence slovène examinera une proposition législative pour l'établissement du **ciel unique européen (SES II +)** et abordera les négociations avec ambition (démarrage des trilogues). La régulation des volumes et des capacités de gestion du trafic aérien est essentielle, ce qui contribuera à une nouvelle réduction de l'empreinte environnementale de l'aviation.

La crise de la COVID-19 a mis en évidence la nécessité d'un niveau adéquat de **protection des droits des passagers**. La Slovénie est disposée à reprendre les négociations sur un **règlement établissant des règles communes en matière d'indemnisation et d'assistance des passagers en cas de refus d'embarquement et d'annulation ou de retard important d'un vol**. Elle examinera les prochaines étapes à la lumière de la situation actuelle qui reste préoccupante pour le secteur de l'aviation en raison de la pandémie. Quelle que soit la situation économique, le niveau de protection des droits des passagers aériens ne doit pas être réduit.

COMPÉTITIVITÉ

Marché intérieur et industrie

La présidence slovène s'efforcera d'approfondir le marché unique, de progresser sur la voie de la transition écologique et de la transformation numérique, d'atteindre la souveraineté numérique, de garantir l'autonomie stratégique de l'UE et de soutenir les petites et moyennes entreprises (PME) et les entreprises en démarrage (startup). En outre, elle mettra en œuvre les résultats de l'évaluation des règles de concurrence, des changements et de la modernisation du cadre européen pour la concurrence.

La présidence slovène encouragera la créativité et mettra en relation les entreprises et les industries créatives qui sont une source d'incitation au développement de l'économie et de la société dans son ensemble. Le fil rouge des activités dans ce domaine sera de contribuer à la transition vers une économie circulaire sobre en carbone, tout en renforçant la croissance économique, la compétitivité et la création d'emplois (verts).

Dans le domaine du marché intérieur, l'accent sera mis sur le paquet numérique (**législation sur les marchés numériques (DMA) et législation sur les services numériques (DSA)**), qui donne lieu à une réforme ambitieuse de l'espace numérique et à un ensemble complet de nouvelles règles pour tous les services numériques. En réglementant le fonctionnement des plateformes en ligne, en particulier des très grandes plateformes en ligne (VLOP), le mécanisme de suppression des contenus illicites en ligne devrait être considérablement amélioré et contribuer à protéger les droits fondamentaux de l'homme dans ses activités en ligne, y compris la liberté d'expression. La DMA aborde les problèmes structurels de la concurrence sur les marchés numériques qui ne peuvent pas être résolus par les règles de concurrence existantes, garantissant ainsi des conditions de concurrence équitables et davantage d'opportunités pour toutes les entreprises sur les marchés numériques de l'UE et, par conséquent, plus de choix pour les consommateurs. La présidence slovène entend avancer rapidement

dans l'examen de ces dossiers afin de parvenir à un accord au Conseil.

Le marché intérieur sera marqué par le **rapport stratégique sur la mise en œuvre** du plan d'action pour le marché intérieur, dans le cadre duquel la présidence slovène souhaite accorder une attention particulière aux orientations pour la poursuite des travaux dans le domaine d'une meilleure application des règles du marché intérieur. Le **mécanisme de réponse aux crises pour le marché intérieur** sera également un thème d'actualité. Dans le domaine de l'harmonisation technique, la **révision de la directive relative aux machines**, que la présidence slovène entend aborder parallèlement à l'acte horizontal sur l'intelligence artificielle, sera mise au premier plan, conformément au traitement prioritaire de l'intelligence artificielle. L'attention sera également attirée sur la notion de **chargeurs communs**.

La présidence slovène s'efforcera d'avancer rapidement sur la proposition de **directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD)**, dont l'objectif principal est d'améliorer la communication d'informations en matière de durabilité par certaines entreprises et ainsi d'orienter les investissements vers les entreprises qui se concentrent sur la résolution durable de problèmes. Dans le domaine du droit des sociétés, les travaux devraient commencer par une proposition législative relative à la gouvernance d'entreprise durable, qui contribuera également de manière importante à accroître l'attention des entreprises sur le développement durable.

Dans le domaine de la **propriété intellectuelle**, la présidence slovène s'efforcera de faire avancer les négociations pour la révision de la **directive concernant la protection juridique des bases de données**, qui se dérouleront parallèlement à la préparation de l'acte sur la gouvernance des données. Certaines données sont protégées par des droits de propriété intellectuelle ou en tant que secrets d'affaires; un équilibre doit donc être trouvé entre la nécessité de promouvoir le partage de données,

qui suppose un environnement sécurisé, et la nécessité de protéger les intérêts légitimes, afin que les données commerciales sensibles ne soient pas obtenues, utilisées ou divulguées illégalement.

Nous concentrerons tous nos efforts sur la mise en œuvre du **nouvel agenda du consommateur**, qui vise à donner aux consommateurs les moyens de jouer un rôle actif dans la transition écologique et numérique. Dans ce contexte, la Slovénie négociera une révision de la directive concernant les contrats de crédit aux consommateurs, une directive visant à donner aux consommateurs les moyens d'agir pour la transition verte et une révision de la directive relative à la sécurité générale des produits, dont l'objectif est d'adapter la protection des consommateurs aux nouveaux défis sociétaux et technologiques.

Afin de renforcer la compétitivité de l'UE, il est essentiel d'intégrer l'industrie européenne dans la transition écologique et numérique, notamment en introduisant des technologies durables et numérisées dans les processus de production. La présidence slovène poursuivra les discussions sur la **stratégie industrielle européenne actualisée** qui répondra aux défis les plus urgents de l'industrie dans l'UE. La présidence se concentrera sur la mise en œuvre de la stratégie, y compris en ce qui concerne la reprise, la double transition, les PME, l'autonomie stratégique et les discussions sur l'état et la récupération de certains écosystèmes industriels.

La revitalisation, la relance et la résilience de l'**écosystème touristique**, qui a été durement touché par la pandémie, sera l'un des piliers importants de la reprise économique en Europe. La présidence slovène axera ses travaux sur la poursuite d'une approche durable coordonnée pour soutenir la reprise et la revitalisation de l'industrie du tourisme et des voyages et pour renforcer la résilience du secteur face aux crises futures. Nous nous efforcerons de coordonner les mesures structurelles et sectorielles pour restaurer l'écosystème touristique et promouvoir la transition écologique et numérique des PME

et des destinations touristiques pour effectuer les ajustements nécessaires aux nouveaux modèles d'affaires et de gestion innovants. Nous plaiderons en faveur de l'accès des PME à diverses sources de financement, ce qui est essentiel pour la survie des entreprises en temps de crise, ainsi qu'en faveur des investissements nécessaires dans la rénovation durable et numérique, de la croissance et du développement des infrastructures de base du tourisme et des voyages et enfin, de l'investissement dans les connaissances et les compétences. Nous accorderons une attention particulière aux objectifs d'un tourisme durable, climatiquement neutre et vert, privilégiant des destinations compatibles avec la mobilité des transports durables et la décarbonation dans les chaînes de valeur de l'écosystème touristique. La présidence slovène soulignera également l'importance d'une activation coordonnée des possibilités de développement complémentaires de la compétitivité, de la croissance et de l'emploi durables dans des sous-secteurs tels que le développement régional et local harmonieux, le développement rural et les zones moins développées, ainsi que le secteur créatif dans la culture et les industries créatives, qui ont un rôle important à jouer pour promouvoir la visibilité et la préservation de l'identité européenne du tourisme. Nous préconiserons des solutions innovantes et intelligentes pour assurer la libre circulation des personnes, une mobilité transfrontière sûre et la sécurité des services touristiques, ainsi que pour restaurer la confiance des consommateurs dans les activités touristiques dans le marché unique de l'UE. Nous continuerons à travailler à la préparation d'un agenda du tourisme de l'UE à moyen et à long terme à l'horizon 2030-2050 et à progresser vers une vision et une ambition communes pour dessiner l'avenir du tourisme durable dans l'UE sur la base de l'expérience acquise lors de la crise de la COVID-19 et des défis que présente un écosystème touristique d'une nouvelle ère, qui soit écologique, neutre pour le climat, plus accessible, inclusif, innovant et compétitif.

Recherche et espace

Les travaux de la présidence du Conseil dans le domaine de la recherche seront regroupés en quatre volets thématiques: les partenariats européens, la coopération internationale, l'espace européen de la recherche et l'égalité hommes-femmes dans le domaine de la recherche.

Les partenariats européens (public-privé et public-public) sont l'un des principaux outils au niveau de l'UE pour promouvoir une transformation verte et numérique de l'industrie et des sous-systèmes sociaux par une planification conjointe de la recherche, du développement et de l'innovation ainsi que par le transfert des connaissances et des résultats de la recherche entre la science et l'industrie. La présidence slovène s'efforcera de conclure les négociations sur le paquet législatif de trois actes relatifs à l'établissement de partenariats institutionnalisés, à l'informatique à haute performance et à la métrologie.

Le programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation « Horizon Europe » est un aimant pour l'intégration des pays tiers dans l'espace européen de la recherche. Dans le cadre de la **coopération internationale**, la présidence slovène mettra également l'accent sur l'aspect politique de la coopération avec les pays des Balkans occidentaux dans l'espace européen de la recherche, tandis que les travaux du Conseil porteront principalement sur l'association des pays tiers à Horizon Europe et sur la préparation de la réponse du Conseil à la proposition d'une **approche globale de la recherche et de l'innovation** présentée par la Commission.

Le cadre de toutes les activités de recherche et d'innovation en Europe est l'**espace européen de la recherche (EER)**. La présidence slovène souhaite mettre en place un nouveau cadre de gouvernance pour un EER inclusif, axé sur l'acheminement des investissements et la résolution des défis interdisciplinaires et mondiaux, notamment par la promotion de nouvelles approches telles que les **missions Horizon Europe** et le **mouvement Nouveau Bau-**

haus européen. Elle se concentrera, en particulier à travers les événements organisés, sur **les infrastructures de recherche, la réinsertion des jeunes chercheurs, les synergies entre la recherche et l'éducation ainsi que l'éthique de la recherche**. Au sein du Conseil, nous envisageons d'adopter un **pacte pour la recherche et l'innovation**; la nouvelle gouvernance solidifiera la phase de mise en œuvre des objectifs communs via le **forum de l'EER pour la transition**, tant au niveau européen qu'au niveau national. Nous accorderons une attention particulière aux efforts visant à garantir l'**égalité hommes-femmes** dans l'Espace européen de la recherche.

Conformément à l'objectif de sensibilisation à l'importance des investissements dans le **secteur spatial** afin de parvenir au développement durable, la présidence slovène mettra l'accent sur les besoins des petites et moyennes entreprises et encouragera le débat sur leur intégration dans le développement des technologies spatiales et sur les conditions permettant de faciliter l'entrée de nouveaux acteurs. Elle encouragera l'utilisation des infrastructures spatiales dans des politiques telles que l'agriculture, l'environnement, la gestion de l'eau, la foresterie, les migrations, les télécommunications, la réponse en cas de catastrophes naturelles, etc. L'accent sera également mis sur la protection contre les cyberattaques et le soutien au développement de la cybersécurité. Le défi transversal majeur de l'EU dans le domaine de l'espace est la réalisation d'une plus grande autonomie du secteur, y compris dans le domaine du lancement d'engins spatiaux. Les dossiers les plus importants porteront sur la gestion du trafic spatial (STM), qui vise à établir, au niveau de l'UE, une approche coordonnée ou un cadre général pour la gestion du trafic spatial (aussi bien sur le plan technique que sur le plan opérationnel), afin de promouvoir les intérêts de l'UE relatifs au développement durable, à la sécurité et aussi à la protection des investissements dans le secteur spatial et à la sécurité de la connectivité.

SANTE, EMPLOI ET AFFAIRES SOCIALES

Santé

Des efforts conjoints pour trouver des solutions dans le domaine de la politique de santé ont permis une réponse plus efficace et efficiente à la pandémie de COVID-19. Toutefois, la pandémie a également montré les points faibles des systèmes de santé en réponse à des chocs systémiques soudains. L'action de la présidence slovène se concentrera donc sur le renforcement de l'efficacité de la réponse de l'UE aux menaces sanitaires, sur des stratégies de sortie et sur d'éventuelles pandémies à venir. L'accent sera mis sur la valeur ajoutée de la coopération au niveau de l'EU en **matière d'élaboration et de mise en œuvre de solutions innovantes pour des systèmes de santé résilients**, afin d'investir plus efficacement des ressources communes pour améliorer l'organisation, l'accessibilité, la qualité et la réactivité des systèmes de santé ainsi que leur financement durable au moyen d'orientations stratégiques. Une attention particulière sera également accordée au **rôle de l'UE dans le domaine de la santé au niveau mondial et dans le plan européen de lutte contre le cancer**, qui est l'un de trois piliers de la nouvelle **Union européenne de la santé**.

Les incidences de la pandémie de COVID-19 ont montré qu'une meilleure préparation et une réponse efficace aux crises et aux urgences sanitaires exigent davantage de coopération et de coordination ainsi qu'une définition claire des tâches et des responsabilités au niveau national et au niveau de l'EU. La présidence slovène mettra l'accent principalement sur la préparation aux crises et la mise en place de mécanismes de réponse aux crises, ce qui s'inscrit dans le cadre de l'Union européenne de la santé, renforce le rôle des principales agences de l'UE dans le domaine de la santé (**Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC)** et **Agence européenne des médicaments (EMA)**) et améliore le cadre juridique pour faire face aux menaces transfrontières graves pour la santé.

La présidence slovène commencera par examiner la proposition législative visant à créer une nouvelle autorité d'intervention en cas d'urgence sanitaire (**HERA**), une structure pour apporter une meilleure réponse de l'UE aux menaces transfrontières. En liaison avec la stratégie pharmaceutique de l'Europe, l'HERA pourrait jouer un rôle déterminant dans la coordination entre les différentes parties prenantes, les investissements et le développement des segments de soutien.

Dans le domaine de la **disponibilité et de l'accessibilité des médicaments**, la pandémie de la COVID-19 a encore démontré la sensibilité de l'approvisionnement en médicaments et l'importance de garantir une autonomie stratégique ouverte à l'UE. En même temps, il s'agit d'une occasion de trouver des solutions communes au niveau de l'UE. La présidence slovène souhaite dès lors encourager un débat sur de nouvelles solutions possibles au niveau de l'Union qui seraient susceptibles d'améliorer l'accessibilité et la disponibilité des médicaments, tout en abordant le problème de la pénurie de médicaments par manque d'intérêt commercial, comme dans les cas des antimicrobiens et des médicaments génériques plus anciens pour le traitement oncologique, lorsqu'il s'agit de modifier la finalité de l'utilisation des médicaments. La présidence slovène contribuera ainsi au renforcement de l'Union européenne de la santé et à la réalisation de la **stratégie européenne en matière de médicaments**.

La présidence slovène devrait poursuivre les négociations sur le **règlement relatif à l'évaluation des technologies de la santé (ETS)** et, si possible, conclure les négociations avec le Parlement européen.

Emploi, affaires sociales et égalité des chances

L'Europe est confrontée au vieillissement de sa population, à la numérisation et à la transition vers une économie climatiquement neutre, qui ont un impact significatif sur les marchés du travail, les systèmes de protection sociale et la vie quotidienne de toutes les générations. La crise récente a mis en lumière un certain nombre de défis.

Le socle européen des droits sociaux, avec le plan d'action pour sa mise en œuvre, est au centre des préoccupations de l'UE et de ses États membres pour l'amélioration des conditions de travail et de vie dans l'Union, non seulement dans le contexte de la reprise, mais surtout dans la recherche de solutions durables à long terme afin de s'adapter aux changements liés à la transition numérique et écologique ainsi qu'au vieillissement de la population.

La présidence slovène poursuivra le débat sur le renforcement de l'Europe sociale, en mettant l'accent sur la mise en œuvre des engagements convenus lors du Sommet social de Porto en mai 2021, ainsi que sur la mise en œuvre des plans de reprise et de résilience dans le domaine social.

Une attention particulière sera accordée à l'incidence de l'évolution démographique sur les marchés du travail et à la réussite de leur gestion. Dans ce contexte, le principe central restera une approche du vieillissement tout au long de la vie mettant l'accent sur la **promotion d'un travail de qualité pour assurer une qualité de vie** à toutes les générations, sujet sur lequel la présidence slovène élaborera des **conclusions du Conseil**. Celles-ci répondront en particulier à la communication sur un nouveau cadre stratégique en matière de sécurité et de santé au travail, à l'agenda actualisé sur les compétences, à la stratégie pour l'égalité hommes-femmes, à la stratégie de l'UE sur les droits des personnes handicapées et aux conclusions de la consultation publique relative au livre vert sur le

vieillissement. Une approche du vieillissement tout au long de la vie sera également le thème principal des **discussions sur les droits des enfants et des personnes âgées** organisées par la présidence.

La présidence slovène accordera la priorité à la proposition de cadre pour un **salaire minimum** en vue d'améliorer les conditions de travail et de vie des travailleurs et de protéger les employeurs qui paient des salaires décents, en sollicitant un soutien aussi large que possible en faveur de la proposition.

La présidence slovène poursuivra les négociations sur l'initiative de **transparence salariale**, qui vise à éliminer la discrimination fondée sur le sexe, à réduire les écarts de rémunération entre hommes et femmes et à promouvoir la participation des femmes sur le marché du travail. Afin de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans le monde du travail, la présidence slovène élaborera également des **conclusions du Conseil concernant l'incidence de la numérisation et de l'intelligence artificielle sur l'égalité entre les femmes et les hommes sur le marché du travail**.

La garantie de l'égalité de traitement des travailleurs mobiles et de leur famille est l'un des acquis les plus importants de l'EU et constitue la base du fonctionnement du marché interne de l'EU. La présidence slovène poursuivra les négociations sur la **coordination des systèmes de sécurité sociale** et s'efforcera de trouver un accord avec le Parlement européen, dans le but de contribuer à consolider les droits des travailleurs mobiles en matière de sécurité sociale dans l'UE.

La présidence slovène veillera également à rapprocher les **pays des Balkans occidentaux** des principes de l'Europe sociale, en mettant particulièrement l'accent sur l'emploi des jeunes.

AGRICULTURE ET PÊCHE

Gardant présent à l'esprit qu'elle est globalement déterminée à parvenir à une **Europe climatiquement neutre, verte, équitable et sociale**, la Slovénie continuera de promouvoir des chaînes alimentaires, une agriculture et une pêche durables. Une attention particulière sera accordée à garantir l'approvisionnement alimentaire et à maintenir l'intégrité des chaînes d'approvisionnement alimentaire en temps de crise, ainsi qu'à renforcer le bien-être animal et la santé des plantes. Dans le secteur forestier, la gestion durable et multifonctionnelle des forêts se concentrera en particulier sur la contribution des forêts à la réalisation des objectifs de l'UE en matière de climat et d'environnement d'ici à 2050 et sur le développement rural.

La promotion de la transition de l'agriculture et de l'ensemble de la chaîne alimentaire, y compris le secteur de la pêche, vers des pratiques de production et de transformation plus durables sera mise au premier plan de la poursuite du débat dans le cadre du **pacte vert européen**. Dans ce contexte, il sera essentiel d'assurer une transition socialement durable qui tienne compte des spécificités et maintienne la compétitivité de l'ensemble de la chaîne alimentaire. Étant donné l'importance particulière de l'agriculture biologique dans la réalisation des objectifs du pacte vert et de la stratégie « De la ferme à la table », la présidence slovène agira pour que le Conseil adopte des conclusions à ce sujet.

Lors des activités envisagées dans le cadre de la stratégie « De la ferme à la table », la présidence slovène soutiendra également les discussions dans les domaines de la transformation alimentaire et de la situation des agriculteurs dans les chaînes alimentaires, du transport, de la vente des denrées alimentaires et de l'attitude du consommateur à l'égard d'une alimentation saine. Au niveau international, la mise en œuvre du **Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires** revêtira une importance particulière et portera sur la transformation des systèmes de sécurité alimentaire ainsi que des méthodes de production, de transformation et de consommation alimentaires.

La réforme de la politique agricole commune (PAC), qui vise à accroître les ambitions de la PAC dans les domaines de l'environnement et du changement climatique, sera le principal outil pour atteindre les objectifs de la stratégie « De la ferme à la table ». La clôture de ce dossier constituera une priorité politique pour la présidence slovène. Étant donné l'importance de disposer de données statistiques comparables et de qualité pour le suivi de la mise en œuvre de la politique agricole commune réformée, la présidence slovène s'efforcera également de mener à bien deux dossiers dans le domaine des statistiques agricoles.

Dans le cadre de la priorité essentielle de la construction d'une UE plus forte et **plus résiliente**, le domaine de l'approvisionnement alimentaire sera également inclus dans l'amélioration du système de gestion des crises dans l'UE. Le rôle stratégique de l'agriculture, l'amélioration de l'information mutuelle et la coordination des activités visant à assurer la sécurité alimentaire dans les situations de crise feront donc l'objet d'un **débat sur la communication de la Commission européenne relative à un plan d'urgence visant à garantir la l'approvisionnement et la sécurité alimentaires. L'amélioration de la compétitivité et des revenus des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire** est cruciale pour une répartition équitable de la valeur ajoutée entre les parties prenantes.

La présidence slovène se concentrera également sur les défis que rencontre le développement des zones rurales, tels que la numérisation, le problème démographique, le rôle des femmes dans les zones rurales et le renforcement du dialogue entre les milieux urbains et ruraux. Le débat lors de la réunion informelle du Conseil « Agriculture et pêche » de l'UE se concentrera sur le thème susmentionné.

Dans le **domaine de l'alimentation, l'étiquetage de l'origine** en réponse à l'évolution des attentes des consommateurs constituera une des priorités de la présidence slovène. Les efforts porteront prin-

principalement sur les progrès dans la préparation d'un changement d'étiquetage pour les mélanges de miels.

Dans le **domaine phytosanitaire**, la Slovaquie poursuivra le débat sur les mesures visant à **prévenir l'introduction de maladies et de parasites dangereux pour les végétaux** et sur les questions d'actualité dans le domaine phytosanitaire concernant la santé des plantes. Des plantes saines contribuent à la réalisation des objectifs de l'approvisionnement alimentaire, de la gestion des forêts, de la biodiversité et de la conservation de l'environnement. La présidence slovaquie coordonnera les positions des États membres et de la Commission sur le respect des exigences phytosanitaires des végétaux et des produits végétaux dans le cadre des négociations **d'accords commerciaux avec les pays tiers**. La coordination et la représentation des positions de l'UE seront également une priorité pour la présidence en ce qui concerne l'élaboration et l'adoption de normes internationales dans ce domaine.

Dans le domaine de la **santé animale**, la priorité sera accordée à certains aspects de la biosécurité, parallèlement aux mesures visant à prévenir l'introduction et la propagation de maladies animales. La présidence slovaquie dirigera le débat **sur le bien-être des animaux** sur la base d'un rapport sur l'évaluation de la législation relative au bien-être des animaux et des questions d'actualité dans ce domaine. La Slovaquie mènera également un débat sur la **numérisation dans le service vétérinaire**. L'objectif de ce débat est de mieux faire connaître les possibilités offertes par les nouvelles technologies informatiques en termes d'utilisation des données collectées dans chaque domaine vétérinaire et de sécurité alimentaire, afin d'améliorer l'analyse des risques et d'optimiser les contrôles officiels.

La **foresterie** contribue grandement à la réalisation des objectifs agricoles, environnementaux et clima-

tiques. Dans le cadre de la politique forestière et des politiques liées à la foresterie de l'UE, la présidence slovaquie veillera à renforcer le rôle des forêts et de la sylviculture dans la conservation et le développement des zones rurales, à promouvoir une économie circulaire et à remplacer les matériaux fossiles et les matériaux plus énergivores par du bois; elle veillera également à la gestion durable et multifonctionnelle des forêts tout en respectant la nature, y compris dans le cadre de la conservation de la biodiversité forestière. Avec le nouvel acte législatif de la Commission, la lutte continuera contre l'exploitation illégale des forêts et le commerce qui y est associé, ainsi que contre le déboisement et la dégradation des forêts mondiales. **Une attention particulière sera accordée à la nouvelle stratégie forestière de l'UE après 2020.**

Dans le domaine de la **pêche**, la présidence slovaquie s'efforcera de progresser autant que possible dans les négociations sur le **règlement modifiant le règlement relatif au contrôle de la pêche**. Le règlement révisé mettra à jour les règles communes relatives au système de contrôle, d'inspection et d'application des règles de la politique commune de la pêche (PCP) mises en œuvre par les autorités nationales. **La présidence slovaquie mènera également des négociations sur la fixation des possibilités de pêche pour 2022** en mer du Nord et en mer Baltique, dans l'Atlantique et en eaux profondes, en mer Méditerranée et en mer Noire, ainsi que des négociations avec le Royaume-Uni et la Norvège. Des négociations seront lancées sur la prolongation du régime d'accès aux eaux prévu dans le règlement de base de la politique commune de la pêche. **Dans le domaine de la coopération multilatérale et bilatérale avec les pays côtiers tiers et des accords de partenariat pour une pêche durable**, les accords avec l'Islande, le Groenland et d'autres pays seront placés au premier plan.

ÉDUCATION, JEUNESSE, CULTURE ET SPORT

Éducation

L'éducation pour l'avenir signifie savoir anticiper les changements futurs. C'est pourquoi, pendant la présidence slovène, nous **discuterons de nouvelles méthodes d'apprentissage et d'enseignement**, en mettant l'accent sur la transformation numérique. Sur la base de l'expérience acquise dans le cadre de l'épidémie de COVID-19, nous mettrons l'accent sur les **nouvelles connaissances, compétences et aptitudes** dans une société en mutation, ainsi que sur les environnements d'apprentissage et d'études innovants, sur les compétences numériques des éducateurs, des enseignants et des praticiens experts des apprentissages auprès des établissements d'enseignement. Nous nous concentrerons également sur le contexte plus large du **développement de la numérisation et de l'intelligence artificielle et de l'éthique dans les processus d'éducation et d'enseignement**, contribuant ainsi à la mise en œuvre du plan d'action pour l'éducation numérique. La **recommandation du Conseil sur l'apprentissage combiné pour un enseignement primaire et secondaire inclusif et de haute qualité** abordera une vision de l'enseignement primaire et secondaire visant à favoriser l'inclusion et l'adaptabilité du système éducatif, et à améliorer l'élargissement et l'approfondissement des compétences de tous les élèves et étudiants.

Dans le cadre de la mise en œuvre du **plan pour la transformation de l'enseignement supérieur**, nous favoriserons, à l'intersection de l'Espace européen de l'éducation et de la recherche européenne, une coopération synergique entre l'enseignement supérieur et la science et, ainsi, une contribution conjointe à la création d'une nouvelle vision de la connaissance. Dans ce contexte, nous contribuerons également au **développement ultérieur de l'initiative « Universités européennes »**.

Nous nous concentrerons sur la **révision de l'agenda européen pour l'éducation et la formation des adultes** et, dans ce cadre, nous poursuivrons les processus de l'agenda renouvelé dans

le domaine des compétences, qui concerne également les adultes dans le contexte de l'**apprentissage tout au long de la vie**. L'objectif sera de créer des systèmes d'éducation et de formation exhaustifs, de qualité et inclusifs, ciblant tout un chacun, notamment les personnes âgées et, en particulier, les personnes qui ont le plus besoin d'avoir accès à l'apprentissage, y compris la formation à distance et l'enseignement en ligne. Dans le cadre de l'agenda pour l'éducation et la formation des adultes, un aspect horizontal important sera la réalisation des objectifs durables.

Nous nous efforcerons de trouver un **accord inclusif sur la gouvernance du cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation**, également en termes d'intégration de l'Espace européen de l'éducation et de l'Espace européen de la recherche. Nous encouragerons les débats sur l'**éducation au développement durable**, les **micro-qualifications**, les **comptes de formation individuels** et sur l'accessibilité à l'enseignement et à la formation professionnels, ainsi qu'à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie.

Jeunesse

Dans le domaine de la **jeunesse**, le thème principal de la présidence slovène sera la **participation des jeunes, l'accent étant mis sur l'intégration des jeunes dans différents espaces sociaux et civiques**. La présidence slovène préparera également une réponse au **rapport de la Commission sur la mise en œuvre de la stratégie de l'UE en faveur de la jeunesse**, en proposant une vision du développement de ce domaine, et élaborera également un **nouveau plan de travail triennal pour la mise en œuvre de cette stratégie**. Une attention particulière sera accordée à la **mise en œuvre du dialogue de l'UE en faveur de la jeunesse** et à la **mobilité des bénévoles ainsi qu'à la solidarité transfrontalière**.

Culture

Dans le domaine de la culture, la présidence slovène s'intéressera à un vaste champ de créativité, de droits culturels et du patrimoine, ce qui constitue un point de départ central pour l'élaboration de solutions durables et la percée de l'UE en matière de développement. Cela apportera également un soutien à l'avenir vert et numérique dans le domaine culturel. La priorité sera donnée à la question du potentiel d'innovation de la culture, en mettant particulièrement l'accent sur la **qualité de vie** dans un environnement où les solutions architecturales sont fondées sur la tradition et s'appuient sur les technologies modernes, conformément à la nouvelle initiative du **nouveau Bauhaus européen**.

Tout en respectant les solutions horizontales pour les services numériques et la diversité culturelle en tant que valeur ajoutée européenne, la présidence slovène accordera une attention particulière aux mesures visant à promouvoir la compétitivité des contenus audiovisuels et médiatiques européens.

Sport

Dans le domaine du sport, la présidence slovène envisage de préparer une résolution du Conseil sur le **modèle européen du sport**, soulignant la nature particulière du sport, les valeurs européennes dans le sport et les caractéristiques communes du sport organisé dans l'UE. Dans ce contexte, nous porterons également notre attention sur l'impact des compétitions sportives fermées sur le système du sport organisé. Conformément au concept déjà établi de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, la présidence slovène s'efforcera d'établir et de mettre en œuvre le concept d'**activité physique tout au long de la vie** et, par conséquent, nous envisageons d'adopter des conclusions du Conseil en la matière.

La présidence slovène, en collaboration avec les États membres et la Commission européenne, examinera la possibilité de réviser la résolution de 2019 de l'**Agence mondiale antidopage (AMA)** à la lumière d'éventuels changements de représentation de l'UE au sein du Conseil de fondation de l'AMA et de la coordination des positions de l'UE avant chaque réunion de l'AMA.

RELATIONS EXTÉRIEURES

Affaires étrangères

Conformément à son mandat, la présidence slovène soutiendra les travaux du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, et s'emploiera activement à faire face aux évolutions actuelles dans le monde, en mettant particulièrement l'accent sur l'action unifiée et concrète de l'UE au niveau mondial, sur le renforcement de la résilience de l'UE, de ses pays et de ses sociétés, sur la cybersécurité, sur le renforcement de l'autonomie stratégique de l'UE et, en même temps, de la coopération avec des partenaires-clés, en particulier les États-Unis.

Le renforcement d'un ordre mondial fondé sur un multilatéralisme efficace, le droit international et les droits de l'homme sont dans l'intérêt de l'UE et de ses États membres. Une coopération transatlantique renforcée sera cruciale en matière de multilatéralisme, de relations avec d'autres acteurs principaux au niveau mondial ainsi que pour faire face aux défis actuels, notamment au changement climatique, au cours de la préparation de la COP 26.

Pendant la présidence slovène du Conseil de l'UE, l'aspect transatlantique sera inclus dans autant de sujets que possible. Une attention particulière sera accordée à la mise en œuvre de la déclaration adoptée en juin lors du sommet UE-États-Unis. Lors de la discussion sur la boussole stratégique, qui devrait guider toutes les initiatives en matière de défense et de sécurité vers une réalisation effective des objectifs de la stratégie globale de l'UE, la Slovénie fera des propositions sur l'amélioration des partenariats, soulignant l'importance de la complémentarité avec l'OTAN. Une attention particulière sera accordée aux Balkans occidentaux où les États-Unis restent un allié clé dans la promotion de la démocratie, de l'État de droit et des droits de l'homme, le but final étant d'intégrer les pays de la région dans l'UE.

Le renforcement de la perspective européenne et du développement durable des Balkans occiden-

taux constituera une priorité centrale lors de la présidence de la Slovénie, qui a pour objectif la poursuite du processus d'élargissement en mettant l'accent principalement sur l'État de droit et le développement socio-économique, le traitement des questions en suspens dans la région et la réponse aux menaces ainsi que la liaison des secteurs dans différents domaines. Le travail s'appuiera sur un nouvel instrument de financement de l'action extérieure en faveur des pays des Balkans occidentaux et d'autres documents pertinents de la Commission européenne. La présidence slovène, qui organisera le sommet UE-Balkans occidentaux, encouragera une politique ambitieuse et proactive tant de l'UE que de la région, en accordant une attention particulière à la participation des représentants des pays de la région aux activités du domaine de la PSDC dans le but d'intensifier le dialogue et de renforcer les capacités et la résilience des pays de la région. Il sera important de maintenir une bonne coopération dans le domaine de la recherche et de l'innovation, de renforcer le dialogue et de poursuivre les initiatives et les programmes concrets dans le domaine de la jeunesse et de l'éducation. Une attention particulière sera accordée à la lutte contre la pandémie de COVID-19 et à ses conséquences dans le domaine de la santé entre autres. La cybersécurité sera un domaine important de la coopération.

La présidence slovène prêtera également attention à l'évolution de la situation dans le voisinage de l'UE. À la lumière du sommet entre l'UE et les pays du Partenariat oriental, elle s'efforcera d'adopter des priorités de coopération à moyen terme. La présidence slovène s'emploiera aussi activement à consolider les relations de l'UE avec d'autres acteurs clés à l'échelle mondiale. Ainsi, s'il en est décidé ainsi, deux sommets pourront avoir lieu avec la Chine, tant au niveau de l'UE-27 qu'au niveau des dirigeants de l'UE.

Elle participera aussi activement à l'élaboration d'un nouvel accord stratégique entre l'UE et l'Union africaine, qui pourrait être approuvé lors du sommet UE-UA.

La culture dans les relations extérieures de l'UE ainsi que la créativité sont des moteurs importants du développement durable et de la compréhension interculturelle. Dans ce cadre, la présidence slovène s'emploiera à réaliser des progrès dans la mise en œuvre de la stratégie de l'UE dans le domaine des relations culturelles internationales (2016).

Conformément au nouveau pacte sur la migration et l'asile qui a été présenté par la Commission Européenne en septembre 2020, l'attention nécessaire sera accordée aux aspects extérieurs de la politique migratoire et d'asile.

Défense

La présidence slovène agira pour renforcer la capacité de l'UE à réagir de manière plus appropriée et plus résolue aux crises qui ont un impact direct sur ses intérêts et sa sécurité. Elle s'efforcera de définir des orientations politiques et stratégiques pour réaliser des ambitions dans le cadre de la boussole stratégique où elle jouera un rôle important, à savoir celui de relier le plan stratégique et le plan opérationnel aux fins de leur concrétisation. Elle veillera à poursuivre l'action commune dans le domaine du développement des capacités, de la gestion des crises, de la mobilité militaire, des menaces hybrides, de la cybersécurité ainsi qu'à renforcer les partenariats.

À la suite de l'expérience de la COVID-19, l'attention sera accordée aux possibilités de développement et de renforcement de la coopération, également dans le cadre des relations EU-OTAN, dans le domaine de l'aide militaire aux agences civiles et de la mise en œuvre des activités visant à renforcer la résilience dans le domaine de la préparation civile ainsi qu'à améliorer la coopération civilo-militaire en temps de crise. La présidence slovène accordera l'attention nécessaire à la coopération EU-OTAN, en particulier dans les domaines de la résistance aux menaces hybrides, de la cybersécurité, de la mobilité militaire et de l'interopérabilité. Elle s'engagera à institutionnaliser les contacts entre les deux organisations.

La politique de sécurité et de défense commune sera axée sur les Balkans occidentaux; dans ce

cadre, les thèmes clés seront le maintien de la présence de la PSDC dans la région, le soutien en matière de coopération et de développement des capacités des pays des Balkans occidentaux en termes de coopération dans les mécanismes de la PSDC, y compris les opérations et les missions, ainsi que le soutien pour le renforcement de la résilience face aux menaces hybrides.

À la lumière de la transition verte, la présidence slovène traitera en priorité le thème de l'efficacité énergétique du système de la défense et préparera un éventail complet d'activités au sein du système de la défense, où sera abordée la question de l'efficacité énergétique au niveau européen.

Commerce extérieur

La politique commerciale est une composante essentielle d'une réponse économique globale face à la crise. La présidence slovène veillera à renforcer la compétitivité globale de l'UE, tout en assurant une politique commerciale extérieure ouverte et honnête, fondée sur la réglementation, un accent particulier étant mis sur les PME et leur développement durable. Elle suivra les lignes directrices indiquées dans la **nouvelle stratégie de la politique commerciale**.

Dans le cadre de l'**Organisation mondiale du commerce** (OMC), la présidence poursuivra le travail de l'UE visant à renforcer un système commercial multilatéral fondé sur la réglementation et à reformer l'organisation pour qu'elle devienne plus importante, plus efficace et réactive face aux défis actuels. Elle s'attachera à la réussite de la **douzième Conférence ministérielle de l'OMC (MC12)** qui aura lieu du 30 novembre au 3 décembre 2021. Des efforts seront consentis pour parvenir à un accord sur la réforme de l'OMC, y compris le rôle de l'organe d'appel au sein du mécanisme de règlement des différends. Dans le cadre des négociations multilatérales en cours, la présidence accordera une attention particulière à l'accord sur les subventions à la pêche. Dans le contexte d'initiatives multilatérales, elle apportera son soutien aux progrès dans le domaine du commerce en ligne et des législations nationales relatives aux services,

de la facilitation du commerce des micro, petites et moyennes entreprises et des investissements en faveur du développement. Des initiatives dans les domaines de la santé, de la durabilité de l'environnement et de l'égalité hommes-femmes seront mises en avant.

La présidence slovène continuera à traiter les dossiers **bilatéraux, régionaux et horizontaux** les plus importants dans le cadre de la politique commerciale et d'investissement, et elle s'emploiera à renforcer la coopération avec des partenaires partageant les mêmes idées. Elle donnera la priorité au renforcement du partenariat avec les **États-Unis** et à l'établissement d'une relation avec la **Chine** plus juste et reposant sur des règles. Elle œuvrera à la diversification des relations et à la création d'alliances, y compris d'un vaste réseau d'accords commerciaux. Elle suivra ainsi la mise en œuvre des accords existants et veillera au progrès dans le processus de signature de l'accord avec le **Mexique** et le **Mercosur**. Elle suivra les négociations en cours, en particulier avec l'**Australie** et la **Nouvelle Zélande**, et la mise à jour de l'accord avec le **Chili**. Elle veillera aussi à l'intensification de la coopération avec l'**Inde** ainsi qu'avec le continent africain et les pays d'Afrique. Elle concentrera ses efforts pour faire avancer le **programme d'investissement à grande échelle** de l'UE et, ce faisant, elle veillera à ce que les accords d'investissement actuels soient fondés sur le respect de l'accord de Paris sur le climat, des normes de l'Organisation internationale du travail et des réformes multilatérales du droit de l'investissement, surtout ceux portant sur les petites et moyennes entreprises.

Dans le cadre des **dossiers législatifs**, la présidence slovène s'emploiera à réaliser des progrès dans le domaine de l'**instrument international de passation de marchés**. Elle entamera des travaux visant à élaborer une nouvelle proposition relative au **système des préférences généralisées** et au mécanisme de lutte contre la coercition. Elle répondra de manière constructive à d'éventuels nouveaux défis et cherchera des **synergies avec d'autres politiques de l'UE**, notamment dans le domaine de la **transformation verte et numérique** et de l'établissement d'une **Europe plus résiliente**.

Aide humanitaire et développement

Par le biais de la coopération au développement, la présidence slovène intensifiera les efforts de l'Union pour réaliser les objectifs relatifs au développement durable et au Programme 2030, et pour assurer une reprise durable et verte après la pandémie. La Slovénie agira dans le respect des engagements relatifs à l'accord de Paris et au pacte vert pour l'Europe.

L'eau sera une priorité de fond dans les activités extérieures de l'UE en matière de développement et d'action humanitaire. La présidence slovène défendra une **approche globale de l'eau**. Une attention particulière sera consacrée aux conséquences de la pandémie du point de vue du développement et de l'aide humanitaire, l'accent étant mis sur la santé au niveau mondial ainsi que sur l'approvisionnement et la sécurité alimentaires. L'investissement dans le développement personnel, également par l'éducation, et l'élimination de toutes les formes d'inégalité que la pandémie a encore amplifiées, sont le meilleur moyen de renforcer la résilience sociétale. Dans le cadre du nouvel instrument européen de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI) ainsi que par l'approche commune de l'Équipe Europe, une attention particulière sera portée aux conséquences de la pandémie et aux divers aspects liés à leur évolution. La présidence slovène s'appliquera à achever dans les meilleurs délais les procédures liées à la conclusion du nouvel accord exhaustif entre l'UE et les membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Pour répondre de manière régulière aux crises humanitaires actuelles et prolongées, une attention particulière sera accordée à la recherche de solutions innovantes et à l'intégration du numérique, qui est l'un des éléments essentiels d'une réponse efficace aux crises humanitaires.

